

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mardi 13 Juin 2023- Prix 20 DA <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°145 ■

ZONE EURO
**La BCE devrait
à nouveau relever
ses taux d'intérêt
jeudi**

P 16

MOUTONS DE L'AÏD EL-ADHA 2023

Des prix à couper le souffle !

À quelques jours de l'Aïd El Adha, le prix du mouton à sacrifier, n'a toujours pas baissé. Contrairement aux espoirs des citoyens, aucune baisse ne semble pointer à l'horizon et, pire, les maquignons prédisent une hausse pour les achats de dernières minutes. Entre 60 000 et 120 000 DA, pour beaucoup, acheter une bête se résume en un aller et retour.

P 3

SAISON ESTIVALE 2023

Tebboune rassure la diaspora

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a réitéré l'engagement de l'État à l'égard de la Communauté nationale à l'étranger. Lors du dernier Conseil des ministres, le chef de l'Etat a mis l'accent sur la nécessité de créer les conditions appropriées pour le retour en Algérie de la diaspora nationale établie à l'étranger.

P 4



PROJET DE HUB AÉRIEN
À TAMANRASSET

Les études pour la zone cargo lancées en 2024

Le PDG de l'Etablissement de gestion de services aéroportuaires d'Alger (EGSA), Mustapha Sebaihi, s'est exprimé sur le projet d'une zone cargo à l'aéroport de Tamanrasset, futur hub aéroportuaire continental de passagers et de fret. Il a fait savoir que l'EGSA lancera en 2024 les études pour la réalisation de ce projet d'une zone cargo à l'aéroport de Tamanrasset.

P 5

RAPPORT DE LA BM

La croissance mondiale devrait ralentir à 2,1% en 2023

La croissance mondiale devrait ralentir à 2,1 % en 2023, les risques financiers assombrissant les perspectives. Selon les dernières Perspectives économiques mondiales publiées par la Banque mondiale, la croissance a nettement ralenti et le risque de tensions financières dans les économies de marché émergentes et en développement s'intensifie dans un contexte de taux d'intérêt élevés.

P 7

USTHB -ALGÉRIE POSTE

Accord de coopération
sur la formation et la
recherche appliquée

P2

ALGÉRIE-UNION EUROPÉENNE

Organisation d'un atelier
d'experts sur l'hydrogène
renouvelable

P5

GAZ NATUREL LIQUÉFIÉ

L'Afrique devrait augmenter
ses exportations de 51%
d'ici 2035

P9

JOURNÉES DU MARKETING
TOURISTIQUE

La 15^e édition en juin
à Alger

La 15^e édition des "Journées internationales du Marketing touristique" aura lieu les 14 et 15 juin à Alger, sous le signe du Digital, et sera animée par une quinzaine d'experts nationaux et internationaux en tourisme, marketing et communication. Ce rendez-vous se tiendra dans un contexte où "la numérisation et son pendant technologique le digital, est au cœur de la stratégie de développement du pays", souligne un communiqué de l'organisateur de ces journées, RH. International Communication. Cette 15^e édition, placée sous le slogan de "Marketing Touristique à l'ère du Digital", se tiendra à l'Ecole supérieure de l'hôtellerie et de restauration d'Alger (ESHRA), précise le communiqué, relevant dans ce contexte, que le secteur du tourisme a déjà entamé sa digitalisation. Il cite, à ce propos, l'exemple du Groupe HTT qui "ne ménage aucun effort pour que les complexes hôteliers et thermes renforcent leur expérience tant dans la digitalisation que dans la personnalisation des offres", mettant l'accent sur l'importance de la stratégie de déploiement du marketing hôtelier et du transport. Selon l'organisateur de cet événement, une quinzaine de communications, animées par des experts nationaux et internationaux, aborderont, entre autres, les thématiques du "Marketing digital, comme tout au service du tourisme", "la gestion digitale des réservations", "l'impact des réseaux sociaux sur l'industrie du tourisme", "le tourisme entre identité et modernité".

L'événement, placé sous le parrainage du ministre du Tourisme et de l'Artisanat, ainsi que du ministère de l'Economie de la Connaissance, des Startups et de la Micro-entreprise, réunit annuellement les acteurs du secteur et ceux de la communication et du marketing, autour d'un espace d'échanges avec des thématiques qui épousent l'actualité nationale, ajoute le communiqué.

R.E.

111^e CONFÉRENCE
INTERNATIONALE DU TRAVAIL
Bentaleb à Genève

Le ministre du Travail, de l'emploi et de la Sécurité sociale, Fayçal Bentaleb, prendra part à partir de mardi aux travaux de la 111^e session de la Conférence internationale du travail qui se tiendra à Genève (Suisse), à la tête d'une délégation tripartite regroupant des représentants du Gouvernement, des travailleurs et du patronat, a indiqué, lundi, un communiqué du ministère. Les participants débattront lors de cette session de "plusieurs questions, notamment la transition juste vers des économies durables et inclusives, les apprentissages de qualité et la protection des travailleurs", ajoute le communiqué. Le ministre prononcera une allocution lors des travaux de la séance plénière de la conférence et aura des entretiens bilatéraux avec ses homologues participant à cette session.

BACCALAURÉAT 2023

Les mesures de lutte contre la fraude ont quasiment mis fin au phénomène

Le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belaabed, a affirmé, lundi depuis Tipasa, que les mesures prises pour lutter contre la fraude avaient quasiment mis fin au phénomène l'année dernière.

Par R.N.

Dans une allocution prononcée devant les autorités locales, en marge d'une visite à Tipasa pour s'enquérir du déroulement des épreuves du 2^e jour du Baccalauréat 2023, M. Belaabed a fait savoir que la session actuelle de l'examen était marquée par l'installation de cellules de veille et de lutte contre la fraude au niveau de chaque wilaya, supervisées par les procureurs généraux de chaque Cour de justice, avec la participation des commissions sécuritaires des wilayas et des directions de l'Education. Selon le ministre, la cellule de veille qui s'inscrit dans le cadre des mesures de lutte contre la fraude permettra de "conférer davantage de crédibilité à ces épreuves décisives auxquelles les hautes autorités du pays accordent un intérêt particulier et que le président de la République suit personnellement.

Concernant les préparatifs de la prochaine année scolaire, M. Belaabed a fait état de plusieurs nouveautés, notamment la poursuite des dispositions visant à consolider l'enseignement de l'anglais

dans le cycle primaire dès la 4^e année, et ce, par la mobilisation de 12.000 enseignants à travers 20.000 écoles primaires. Il a également été décidé, à partir de l'année prochaine, de lancer la formation des enseignants d'anglais du cycle primaire au niveau des Ecoles normales supérieures (ENS), en coordination avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

Concernant l'allègement du cartable, le ministre a insisté sur la généralisation des tablettes numériques dans toutes les écoles, précisant que l'année scolaire 2023-2024 verra la dotation de 1.200 écoles en équipements pédagogiques modernes, outre la préparation de l'organisation du premier baccalauréat dans la filière des arts.

Il a appelé dans ce sens les walis de la République à prendre, lors de la prochaine année scolaire, toutes les mesures à même de garantir les moyens logistiques nécessaires, notamment la distribution du manuel scolaire et la mise à disposition de casiers au niveau de chaque établissement.

A cet égard, le wali de Tipasa, Aboubakr Seddik Boucetta, a fait état de la mobilisation de 30 millions de dinars pour doter

toutes les structures scolaire de casiers. Le ministre qui a donné, en compagnie du wali de Tipasa, le coup d'envoi de l'épreuve des mathématiques depuis le centre d'examen "Ahmed Ould Torki" à Bousmaïl, a souligné que "les épreuves de cet examen décisif se déroulent dans de bonnes conditions", affirmant qu'il "suit quotidiennement leur déroulement par visioconférence à travers l'ensemble du territoire national".

A Tipasa, 13.513 candidats répartis sur 41 centres d'examen passent ces épreuves dans de "bonnes conditions", selon les responsables du secteur de l'Education. 790.515 candidats, dont 269.539 candidats libres répartis à travers 2.674 centres d'examen passent ces épreuves qui se déroulent du 11 au 15 juin au niveau national, dans six filières (Sciences de la nature et de la vie, Mathématiques, Maths-techniques, Gestion et économie, Langues étrangères et Philosophie).

En donnant le coup d'envoi officiel des épreuves du Baccalauréat, dimanche depuis la wilaya d'Ouargla, le ministre de l'Education nationale avait précisé que les résultats de cet examen seront connus le 20 juillet prochain.

USTHB -ALGÉRIE POSTE

Accord de coopération sur la formation et la recherche appliquée

L'Université des sciences et de la technologie Houari Boumediene (USTHB) et l'entreprise publique Algérie Poste ont signé, lundi à Alger, un accord-cadre de coopération dans les domaines de la formation et de la recherche appliquée. Le document a été signé par le recteur de l'USTHB, M. Djamel Eddine Akretche, et le directeur général d'Algérie Poste, M. Louai Zidi, lors d'une cérémonie tenue au sein de l'université.

A travers cet accord, les deux

parties ont déclaré vouloir "collaborer pour faciliter et encourager la coopération socio-économique universitaire dans les domaines de la formation et de la recherche appliquée". "Les deux parties, unies par une communauté d'intérêts et d'objectifs, ont un intérêt réciproque à constituer et développer des relations de coopération socio-économique nationale", ont-ils ajouté.

L'accord porte notamment sur l'accueil d'étudiants dans le

cadre de stages de fin d'études, la collaboration sur des projets de recherche appliquée répondant aux besoins du secteur socio-économique, l'organisation commune de séminaires et colloques et l'échange d'informations relatives aux besoins du secteur socio-économique. Selon l'accord, Algérie Poste s'engage entre autre à accueillir, au sein de ses différentes structures, les étudiants stagiaires, à accompagner l'USTHB dans la formation des enseignants/chercheurs, à

participer au développement de solutions innovantes dans le domaine des TIC. De son côté, l'USTHB s'engage à mettre, au profit d'Algérie Poste, ses compétences au service des activités de recherche et développement autour de projets innovants dans le domaine des TIC et à associer Algérie Poste à des manifestations scientifiques et économiques, organisées à l'intention des étudiants ou des professionnels du secteur économique.

R.E.

DR FATOUM LAKHDARI, CHERCHEUSE AGRO-ÉCOLOGISTE

«Le changement climatique aura encore des effets dévastateurs»

Avec les bouleversements climatiques, qui touchent pratiquement toutes les régions du monde, les risques sécheresse et désertification devient de plus en plus menaçants, notamment au Sahel qui fait face à une sécheresse sans précédent qui se traduit par une désertification des terres. Invité ce lundi, de la rédaction de la Chaîne 3 de la Radio Algérienne, Dr Fatoum Lakhdari, chercheuse agro-écologiste rappelle que l'Algérie était parmi les pionniers, à l'échelle internationale, par rapport aux

risques sécheresse et désertification. « Il y a eu une prise de conscience politique depuis les années 70 », dit-elle et c'est ce qui a mené au projet du barrage vert. Ce barrage, enchaîne-t-elle, a d'ailleurs donné des idées à d'autres pays du monde pour créer ce genre de dispositif, qui permet à la fois d'endiguer le phénomène de désertification, mais qui constitue aussi un puits des séquestrations de carbone. Evoquant le programme de relance du barrage vert, l'intervenante estime que « si on veut l'assurer, il faut

traiter tirer profils des leçons précédentes et impliquer, dès le départ, les populations locales ». Le choix judicieux des aménagements a, aussi, une grande importance pour le réussir, « mais aussi les espèces qui peuvent avoir à la fois un intérêt écologiques et économique », ajoute-t-elle. D'autre part, la chercheuse agro-écologiste affirme qu'avec ces phénomènes le secteur de l'agriculture est directement touché. Selon elle, l'Algérie, au-delà des efforts consentis, doit se doter d'une stratégie glo-

bale pour parvenir à un développement durable. La connexion entre les secteurs, comme l'agriculture, l'industrie et le commerce, et la nécessité de renforcer l'intersectorialité ont également été soulignées par l'intervenante. « L'aspect éducatif et social, à même d'éviter le gaspillage, sont également des éléments à prendre en considération dans la sécurité alimentaire », conclut Dr Fatoum Lakhdari.

R.E.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine
Ibn Ziri Alger
Siège de la rédaction
03, Rue Ali Boumendjel
Square Port Said, Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com
ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

Pour toute publicité, s'adresser à l'Agence Nationale de Communication d'Édition et de Publicité «ANEP» ALGER:
PUBLICITÉ 1, avenue Pasteur
email: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
Tél. : (021) 71.16.64 - 73.71.28
Fax : (021) 73.95.59
(021) 73.99.19

MOUTONS DE L'AÏD EL-ADHA 2023)

Des prix à couper le souffle !

A quelques jours de l'Aïd El Adha, le prix du mouton à sacrifier, n'a toujours pas baissé. Contrairement aux espoirs des citoyens, aucune baisse ne semble pointer à l'horizon et, pire, les maquignons prédisent une hausse pour les achats de dernières minutes. Entre 60 000 et 120 000 DA, pour beaucoup, acheter une bête se résume en un aller et retour.

Par Réda Hadi

Apres l'Aïd El Fitr, et la nouvelle ligne de mire des algériens est orientée vers l'Aïd el-Adha désormais. Un tour dans les différents points de vente (officiel ou sauvage) confirme les inquiétudes. Les prix affichés donnent le tournis.

Et pour cause, ces inquiétudes sont fondées : les éleveurs et les spécialistes du domaine s'accordent à dire qu'il n'y aura pas de mouton à moins de 50 000 DA cette année. Ce qui a fait dire à un citoyen rencontré à El Hamiz, endroit réputé pour des ventes moins chères. « Ces prix ne nous font pas rêver, ils nous font peur. C'est une véritable offense », a-t-il dit. Alors que cet événement n'aura lieu que dans vingt et un jours, plusieurs vendeurs commencent dès maintenant à exposer leur cheptel à El Hamiz, une localité où sont basés de nombreux éleveurs. En bord de route, sont nombreux, les éleveurs qui exposent leur cheptel.

Le prix de l'agneau dont l'âge est de moins d'un an et trois mois débute à 55.000 DA et peut atteindre jusqu'à 80.000 DA. Les moutons dont l'âge est entre un an et trois mois et un an et dix mois sont à partir de 85.000 DA. A entendre ces éleveurs, leurs marges suffisent à peine à combler les chargés.

Avec un fort esprit d'abnégation, tous jugent que ces prix, ne compensent nullement leurs efforts. Un éleveur justifie ces prix et dit sans fausse honte « Je les ai ramenés d'une ville qui se trouve dans l'extrême sud de la wilaya de Médéa. » Et de continuer : « La raison principale de la hausse des prix est l'absence de moutons sur le marché ».

Pour eux l'offre est inférieure à la demande. Le prix des aliments de bétail a aussi augmenté, donc élever un mouton

devient plus coûteux. Ses dépenses deviennent de plus en plus élevées, c'est ce qui les a menés à une telle situation. Voulant savoir s'il y a une possibilité de voir les prix baisser lors des prochains jours, un vendeur a pris le relais pour nous répondre « Je ne pense pas qu'il y aura des vendeurs qui vendront à des prix moins que ceux que nous proposons, il faut savoir que nous ne sommes pas des revendeurs. Elever des moutons, c'est notre métier, donc nos prix sont les meilleurs. Les prix ne baisseront pas ». Pourtant, aussi paradoxale, que cela puisse paraître, ces prix n'ont pas dérangé certains d'en acquiescer.

Faut-il alors se résigner et ne pas en acheter ?

Pour l'ensemble des algériens, les fêtes religieuses sont extrêmement importantes, et ne pas en acheter, est impensable, quitte à rogner sur les dépenses des vacances, ou autres chapitres, et ça, les spéculateurs le savent. Ils retourneront chez eux, les camions vides.

L'achat par facilité, une parade

Des concitoyens avouent tout faire pour acquérir un mouton et procéder au sacrifice. Pour parer à cette hausse des prix, l'Algérienne des viandes rouges (ALVIAR), est venue à la rescousse, et propose une vente par facilité, aux travailleurs.

L'idée est simple, selon le directeur de cet organisme, Il s'agit, tout bonnement, de permettre aux salariés du secteur public et privé d'acheter le mouton de l'Aïd par facilité et sans intérêts. Un premier versement de 20-25 %, un échéancier de 3-4 mois, 0% d'intérêts.

Le PDG d'ALVIAR a, ainsi, déclaré : « Nous avons déjà signé des conventions avec les œuvres sociales de plusieurs entreprises ainsi que d'autres entités publiques et privées pour la vente par facilité

des moutons. » Il s'agit d'une formule qui ne comprend pas d'intérêts, précise-t-il. Par devoir religieux ou par mimétisme social, le père de famille algérien est prêt à tous les sacrifices pour acheter le mouton de l'Aïd et faire plaisir à ses enfants. Une vente qui sera la plus simple possible, car le citoyen qui désire acquérir un mouton par facilité devra d'abord effectuer un premier versement à hauteur de 20-25 % du prix de la bête. Ensuite, il bénéficiera d'un échéancier de 3 ou 4 mois pour régler les 75 % restant.

Des mesures ont été prises, pour atténuer au mieux ces hausses. ALVIAR et le ministère de l'Agriculture accorderont des autorisations spéciales aux éleveurs pour leur permettre d'ouvrir des points de vente. Une démarche qui vise à barrer la route aux intermédiaires qui sont souvent à l'origine de la hausse des prix. Il suffira à l'éleveur « de se présenter aux services agricoles de sa wilaya d'origine pour obtenir une autorisation spéciale lui permettant de déplacer son cheptel vers une autre wilaya de son choix. Pour un citoyens à Tidjelabine dans la wilaya de Boumerdes, ils ne seront pas nombreux à vouloir et de dire avec amertume « pourquoi demander une autorisation pour vendre moins chers, alors qu'à 10 mètres on vendra 2 fois plus cher. Croyez moi, ils ne vont pas se bousculer au portillon ». Dans cette localité, beaucoup d'éleveurs soutiennent évidemment ces prix excessifs et arguent le fait que ce sont des moutons de qualité et que c'est une affaire familiale, dont c'est le seul revenu. Un argument balayé d'un revers de main par un père de famille qui repartira les mains vides en affirmant « c'est de la folie, un mouton qu'on achetait il y a quelques années à 40.000 DA est aujourd'hui à 80.000 DA. Les prix ont tout simplement doublé en quatre ans, c'est inacceptable ».

AIN DEFLA

Le projet du complexe de stockage des céréales d'El Attaf relancé

Le projet de réalisation d'un complexe de stockage des céréales dans la commune d'El Attaf (wilaya d'Ain Defla), a été récemment relancé par les autorités locales, a-t-on appris, dimanche, auprès des services de la wilaya.

Le projet de réalisation des silos métalliques destinés pour le stockage des céréales d'une capacité de 200.000 quintaux, dont les travaux sont à l'arrêt depuis 2015, a été bel et bien relancé jeudi dernier, lors d'une visite de travail effectuée par le wali Abdelghani Filali dans la commune d'El Attaf, ont indiqué les mêmes services. L'entreprise chargée de la réalisation du projet comprenant également la mise en place d'un pont bascule, a été installée, ajoute la même source, indiquant que toutes les difficultés ayant fait que les travaux soient à l'arrêt depuis près de 8 ans, ont été prises en charge par les autorités locales.

Ainsi, en vue de renforcer les capacités de stockage des céréales dans la wilaya, le choix des terrains pour la réalisation de 8 complexes de stockage, dont 5 structures d'une capacité de 200.000 quintaux chacun et 3 d'une capacité de 50.000 quintaux chacun, a été déjà fait, a-t-on souligné. Selon la DSA, les moyens de stockage des céréales de la wilaya d'Ain Defla sont de 479.000 quintaux, soit un déficit de 1 million de quintaux.

R E.

DÉPASSANT LA BARRE DES 420 DA/KG

Le prix du poulet toujours inabordable

Les prix des viandes blanches ne connaissent pas de répit. Ils continuent encore d'enregistrer des hausses importantes durant ce premier semestre de 2023, en dépassant la barre des 420 DA/kg. Idem pour les prix des œufs de consommation qui se sont maintenues à des niveaux élevés, dont l'unité est cédée entre 18 à 20 DA.

Selon une note de conjoncture produits et intrants avicoles, réalisée par l'Observatoire de la filière avicole (OFAAL), la tendance haussière des prix enregistrée durant ce premier trimestre 2023 aux différents stades, de la production au détail, est due principalement aux charges inhérentes aux intrants alimentaires et biologiques qui impactent directement les coûts de production, ainsi que les marges inadéquates prélevées par les différents intermédiaires, de l'éleveur jusqu'au détaillant.

En effet, l'évolution conjoncturelle des prix sur le marché des produits avicoles au cours du premier trimestre 2023 (1.T. 2023), relève encore un dysfonctionnement chronique fort pré-

judiciable au fonctionnement des filières avicoles dans son ensemble.

Les prix du poulet « vidé » durant les mois de février et mars dépassant la barre des 420 DA le kg. « On a enregistré un accroissement des prix du poulet de l'ordre de 21 % entre les mois de janvier et mars. Ce maintien des prix à des niveaux élevés est du principalement à l'organisation de la filière dans son ensemble et à la hausse des prix des aliments avicoles qui restent assez chères, dont les prix fluctuent de manière continue sur le marché national depuis plusieurs mois. Ces derniers représentent 75% de la structure du coût de production, ils impactent directement les prix des produits avicoles finis sur les marchés de détail », détaillent les réalisateurs de cette note. En comparaison trimestrielle (T.1.2023/T.4 2022), les prix du poulet de chair ont enregistré des tendances haussières, respectivement 28% au stade de la production et 23% au niveau du détail.

Le même constat est observé pour les œufs de consommation, ou on a enregistré des accroissements des prix du-

rant le premier trimestre 2023 de l'ordre de 15% au niveau de la production et 6 % au niveau du détail.

Les hausses des prix des produits avicoles (poulets et œufs de consommation) dues à une baisse de l'offre au niveau des élevages et aux perturbations constatées au niveau de la distribution/ commercialisation de ces produits.

Dans l'ensemble, les filières avicoles restent confrontées à des coûts de production qui se maintiennent à des niveaux élevés, qu'il s'agisse du poulet ou l'œuf de consommation. Cette évolution se traduit par des cotations élevées en raison d'une demande importante et d'une offre réduite, un recul de la production ces derniers mois due à l'abandon de l'activité de l'élevage (chair et ponte) par les petits éleveurs pour raisons financières (endettement) et cherté des aliments.

Hausse des cours des matières premières

Sur le plan alimentaire : Les cours des matières premières (Maïs, Soja et autres produits agricoles ne cessent de

progresser sur les marchés mondiaux. Cette envolée des prix des matières premières agricoles résulte d'une série d'événements concomitants dont le conflit, la guerre entre la Russie et l'Ukraine qui a beaucoup influencée sur les prix des matières premières, la crise a eu un impact mondial sur la hausse des prix, et l'Algérie, pays importateurs n'a pas été épargnée par les accroissements des prix, d'où la nécessité absolue de renforcer et de consolider la production au niveau local des matières premières et l'utilisation partielle des matières de substitution cultivées localement.

Sur le plan commercialisation, l'étude a indiqué que l'absence des marchés spécialisés dans la distribution et la commercialisation des viandes blanches a beaucoup influé sur les fluctuations brutales des prix, en laissant le champ libre aux courtiers et autres intermédiaires de l'informel de spéculer sur les prix et les marges. En fin de compte, c'est l'éleveur ou le consommateur qui payent le prix chacun à sa façon.

Par Slimane T

ÉLECTION DE L'ALGÉRIE AU CONSEIL DE SÉCURITÉ

Le Premier ministre préside une cérémonie de célébration

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, a présidé, ce lundi à Alger, une cérémonie de célébration de l'élection de l'Algérie en tant que membre non permanent au Conseil de sécurité des Nations Unies (ONU), et ce sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

La cérémonie se déroule au Centre international des conférences « Abdelatif-Rahal » (CIC, Alger), en présence de hauts responsables de l'Etat et de conseillers auprès du président de la République, en sus du ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, des membres du gouvernement, et des représentants du corps diplomatique accrédité en Algérie.

L'Algérie a été élue mardi dernier à New York par l'Assemblée générale de l'ONU, membre non permanent au Conseil de sécurité pour la période 2024-2025. Elle entamera son mandat le 1er janvier 2024 et exercera ses fonctions jusqu'au 31 décembre 2025. C'est la quatrième fois que l'Algérie obtient un siège non permanent au Conseil de sécurité, après les mandats 1968-1969, 1988-1989 et 2004-2005.

R N.

SAISON ESTIVALE 2023

Tebboune rassure la diaspora

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a réitéré l'engagement de l'Etat à l'égard de la Communauté nationale à l'étranger. Lors du dernier Conseil des ministres, le chef de l'Etat a mis l'accent sur la nécessité de créer les conditions appropriées pour le retour en Algérie de la diaspora nationale établie à l'étranger.

Synthèse S R.

Selon le communiqué des services de la présidence de la République, le chef de l'Etat a ordonné la mobilisation de tous les moyens humains nécessaires dans les ports et aéroports et créer toutes les conditions propices au bon accueil de la communauté algérienne dans son pays d'origine.

Le Président Tebboune a donné instructions au gouvernement pour prévoir plus de facilitations dans l'accueil, notamment en ce qui concerne le prix des billets. Des instructions en droite ligne avec les mesures prises, auparavant, par le chef de l'Etat en faveur de la diaspora nationale.

Des mesures inscrites dans ses engagements électoraux. La réduction des prix des vols pour préserver ses liens avec la patrie, l'accès à la retraite auprès de la Caisse nationale des retraites (CNR), et d'autres incitations visant à alléger le poids de l'éloignement du pays, sont autant de mesures prises par le Président Tebboune en faveur de la diaspora. Des mesures prouvant l'attachement de l'Etat algérien à ses enfants établis à l'étranger.

Dans cet ordre d'idées, le chef de l'Etat a fait état de l'organisation d'un voyage spécial par la Mosquée de Paris, en coordination avec le ministère de la Jeunesse et des Sports, au profit de 900 enfants et jeunes, pour visiter différentes zones touristiques de leur pays, l'Algérie, afin de

renforcer le lien avec leur patrie.

Un voyage discuté lors de l'audience accordée, en mai dernier, par Abderrahmane Hammad, ministre de la Jeunesse et des Sports, à une délégation de la Grande mosquée de Paris a été reçue par Abderrahmane Hammad, ministre de la Jeunesse et des Sports, dans le cadre de la préparation des colonies de vacances organisées en Algérie par la Grande mosquée de Paris au profit des jeunes de la communauté nationale en France, durant cet été 2023.

Lutter contre le faux et l'usage de faux pour moraliser la vie publique

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a affirmé, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée dimanche, que la lutte contre le faux et l'usage de faux s'inscrivait dans le cadre de "son engagement à moraliser la vie publique", et à lutter contre ce phénomène déplorable qui constitue une menace à la sécurité de l'Etat, indique un communiqué de la Présidence de la République.

Concernant le projet de loi-cadre sur la lutte contre le faux et l'usage de faux, le président de la République a souligné que "la lutte contre le faux et l'usage de faux s'inscrit dans le cadre de son engagement à moraliser la vie publique, et ce à travers le renforcement de l'arsenal juridique visant à lutter contre ce phénomène déplorable qui affecte négativement le bon déroulement de l'administra-

tion algérienne et constitue une menace à la sécurité de l'Etat".

"La lutte contre le faux et l'usage de faux vise à garantir une plus grande protection aux intérêts de l'Etat et du citoyen, et à contrecarrer tous les comportements ayant coûté au Trésor public des sommes faramineuses, ces dernières années", a-t-il ajouté.

Le Président Tebboune a, en outre, mis en avant "l'importance de la rigueur dans le châtiement des auteurs ou personnes impliquées dans des crimes de faux et usage de faux, parallèlement à la réhabilitation de la concurrence légitime et loyale", ordonnant d'"inclure tous les crimes de faux passibles de peines, dans ledit projet de loi".

Il a indiqué, par ailleurs, que "les facilitations accordées dans le cadre de la numérisation et de la modernisation des documents ne devraient pas intervenir au détriment de la sécurité de l'Etat, la priorité étant donnée à la protection des informations et des données personnelles contre toute forme de falsification", conclut le communiqué.

Limitation des risques liés aux catastrophes: actualiser les listes des moyens d'intervention

Dans ses orientations concernant le projet de loi portant règles de prévention, d'intervention et de limitation des risques liés aux catastrophes dans le cadre du développement durable, le président de la République a mis l'accent

sur "l'importance extrême des opérations proactives et de la veille permanente, en conformité avec l'élaboration de plans bien définis pour faire face à toutes les situations de catastrophes, quelle qu'en soit la nature".

Dans ce contexte, le Président Tebboune a ordonné d'"actualiser les listes des moyens, matériels et humains, d'intervention en cas de catastrophes et faire obligation à Messieurs les walis de procéder à cette opération tous les six mois, afin d'éviter toute entrave aux opérations d'intervention et d'ouverture des voies et des routes et, partant, le sauvetage des vies", conclut le communiqué.

Réalisation des lignes ferroviaires: importance de faire preuve de rigueur dans la réalisation des projets

Concernant l'exposé ministériel conjoint relatif à l'état d'avancement des projets de réalisation des lignes ferroviaires Gara Djebilet-Oran et Tébessa-Annaba, ainsi que le complexe sidérurgique de Béchar et eu égard à l'importance stratégique du projet de Gara Djebilet, le Président a mis l'accent sur l'importance de faire preuve de rigueur dans le cadre d'une vision prospective, dans la concrétisation de ce type de projet conformément aux normes scientifiques et technologiques, au mieux des intérêts du pays et du citoyen, afin de contribuer à l'amélioration de son niveau de vie", précise le communiqué.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES A SOULIGNÉ:

Les principales priorités de l'Algérie à l'ONU

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf, a souligné, ce lundi à Alger, les priorités et les objectifs les plus importants que l'Algérie défendra dans un esprit de «rigueur, d'engagement et de dévouement» durant son mandat de membre non permanent au Conseil de sécurité. Dans son allocution lors d'une cérémonie tenue au Centre International de Conférences sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à l'occasion de l'élection de l'Algérie en tant que membre non permanent du Conseil de sécurité, M. Attaf a déclaré que l'Algérie, fort de son «ferme attachement aux principes de la Charte des Nations Unies, l'a choisi comme slogan principal de sa campagne. Elle travaillera avec tous les Etats membres pour contribuer à la promotion et à la consolidation des objectifs de paix et de sécurité à laquelle les peuples du monde aspirent de manière égale et semblable».

Il a ajouté que l'engagement de l'Algérie se traduit, comme l'a précédemment souligné

le président de la République, dans les priorités et les objectifs qu'elle aspire à promouvoir et à consacrer au Conseil de sécurité dans un esprit rempli de «rigueur, d'engagement et de dévouement».

Le ministre a résumé ces priorités en trois axes principaux, dont les priorités «de nature globale et représentées en cherchant à réactiver et à renforcer le rôle de l'action internationale multilatérale face à divers défis et menaces dont les dimensions dépassent le cadre des patries et leur étendue dépasse les frontières des États.»

A cet égard, il a indiqué que l'Algérie s'engage à œuvrer au sein du Conseil de sécurité pour encourager l'adoption d'"approches globales et participatives» pour contribuer à s'attaquer aux causes profondes des défis liés aux guerres, au terrorisme, au crime organisé et aux dangers du changement climatique, tout en «prenant soin de leurs effets et dommages, en particulier dans les pays en développement».

L'Algérie plaidera également, comme l'a ajouté le ministre, pour «des priorités à caractère régional, qui sont les priorités impor-

sées par les situations de crise dans nos espaces d'appartenance africains et arabes», soulignant que l'Algérie œuvrera au sein du Conseil de sécurité pour «encourager la paix et des solutions durables aux crises qui privent nos frères du bienfait de la sécurité et de la stabilité en Libye, au Mali, au Soudan, en République démocratique du Congo, en République centrafricaine, en Somalie, au Yémen et en Syrie».

Il a souligné également que l'Algérie poursuivra au sein du Conseil de sécurité «son soutien indéfectible aux justes causes de la Palestine et du Sahara occidental et défendra les droits des peuples palestinien et sahraoui à mettre fin à l'occupation de leurs terres usurpées conformément aux dispositions de la règlementation et résolutions pertinentes de l'ONU».

Parmi les priorités également, a évoqué le ministre des Affaires étrangères, celles qui ont un caractère institutionnel, soulignant que l'Algérie, en tant que membre important du Comité des dix de l'Union africaine concerné par la réforme du Conseil de sécurité, «accordera à ce dossier toute l'impor-

tance qu'elle mérite dans le cadre de sa qualité de membre du Conseil de sécurité, notamment dans ses aspects liés à l'amélioration des méthodes et méthodes de travail du Conseil afin de rendre son travail plus transparent, démocratique et participatif».

Il a ajouté que l'Algérie œuvrera dans ce cadre au «renforcement des relations de coopération et de partenariat dans les domaines de la paix et de la sécurité entre l'ONU et les organisations régionales concernées, conduites par l'Union africaine et la Ligue des Etats arabes».

Le ministre des AE a souligné que l'élection algérienne revêtait cette fois une «saveur particulière», la décrivant comme «une réalisation qui consacre la vision du président de la République et incarne le projet ambitieux qu'il a initié pour renforcer le rôle de notre pays dans le monde et renouveler ses contributions en tant que force active pour la paix, la sécurité et la stabilité, et en tant que partenaire engagé».

R N.

PROJET DE HUB AÉRIEN À TAMANRASSET

Les études pour la zone cargo lancées en 2024

Le PDG de l'Etablissement de gestion de services aéroportuaires d'Alger (EGSA), Mustapha Sebaihi, s'est exprimé sur le projet d'une zone cargo à l'aéroport de Tamanrasset, futur hub aéroportuaire continental de passagers et de fret.

Synthèse Z R

Dans un entretien accordé à l'APS, Sebaihi a fait savoir que l'EGSA, qui exploite 18 aéroports au nord et au sud du pays, lancera en 2024 les études pour la réalisation de ce projet d'une zone cargo à l'aéroport de Tamanrasset. Ce projet a été initié, rappelle-t-il, au titre d'un programme d'extension et de rénovation de l'infrastructure aéroportuaire existante. Il consistera, dans sa première phase, en une « zone fret (ou cargo) de 64.000 m², dont l'appel d'offres pour l'étude a été lancé le 25 mai dernier », puis « une extension de l'aérogare passagers de 4.000 m², dont le cahier des charges est en phase de préparation », a-t-il précisé. Les travaux de la zone cargo qui seront entamés « en 2025 ou 2026 », permettront, une fois achevés, de créer une plateforme logistique d'échanges commerciaux entre le nord et le sud du continent africain, en faisant de l'aéroport de Tamanrasset une base logistique intermodale, et un futur hub passagers programmé par Air Algérie, a-t-il expliqué.

« Cette base fret sera aussi décuplée par une autre base du groupe public de transport routier Logitrans qui est en cours de finalisation. Il s'agit d'un projet structurant, pas uniquement du fret: il va y avoir le transport, la logistique et une inter-modalité transports routier-aérien, dans le cadre d'un projet intégré », souligne le PDG de l'EGSA.

Outre l'aéroport international d'Alger qu'il gère via sa filiale, l'EGSA assure directement la gestion, le développement et l'exploitation des aéroports de Hassi-Messaoud, In-Amenas, Tamanrasset, Ghardaïa, Bejaïa, Chlef, Djanet, El Oued, Ouargla, Boussaâda, Touggourt, Illizi, In Guezzam, In Salah, El Golea, Laghouat et Hassi R'mel.

L'entreprise qui dispose d'infrastructures de fret exploitées par le pavillon national, de différentes capacités sur ses aéroports, notamment à Hassi-Messaoud, El Oued, Ghardaïa et Bejaïa, pourrait lancer d'autres projets de zones cargo à l'avenir, « en fonction des nouvelles données économiques définies par l'Eta3.

Extension de certaines infrastructures aéroportuaires

L'EGSA avait lancé en 2018 un programme d'extension de certaines infrastructures aéroportuaires, qui a touché celle d'El Oued et de Ouargla et dont les travaux ont été achevés et les aérogares réceptionnées fin 2022.

En outre, l'EGSA compte sur un déblocage des études portant sur la modernisation et extension des aérogares de Ghardaïa, Bejaïa, Ouargla, Djanet et d'Illizi afin de répondre à l'évolution du trafic aérien à l'horizon 2035.

« Actuellement, nous œuvrons avec notre tutelle pour avoir un accord pour la levée de gel de cette opération qui nous permettra d'adapter nos infrastructures aux prévisions optimistes du trafic aérien, eu égard aux indicateurs du volet fret et passagers »,

souligne le même responsable.

Six milliards DA investis ces 10 dernières années

Interrogé sur les investissements consentis par l'entreprise dans le cadre des projets de rénovation des infrastructures et équipements aéroportuaires, M. Sebaihi a fait savoir que l'EGSA a consacré en tout quelque 6 milliards de dinars sur les dix dernières années.

« Concernant l'aspect sûreté et sécurité, notre établissement a investi plus de 4 milliards de DA. Quant aux aménagements, rénovations et équipement, nous avons consacré près de 2 mds de Da sur les dix dernières années », a détaillé le premier responsable de l'EGSA, tout en soulignant que l'établissement affichait des « indicateurs financiers clés positifs ».

Par ailleurs, l'EGSA se penche, ajoute-t-il, sur l'opération Hadj 2023, des « mesures particulières » ayant été prises pour l'amélioration de la qualité de services notamment en termes d'aménagement pour fluidifier les points d'encombrement dans les aérogares, permettant l'ouverture de nouveaux box d'enregistrement, et la prise en charge de la maintenance préventive des équipements de sûreté et sécurité. Trois aéroports du sud sont concernés cette année par l'opération Hadj. Il s'agit de l'aéroport de Ouargla, Laghouat et Tamanrasset, qui vont accueillir les hadjis des régions respectives au départ et à l'arrivée des Lieux saints de l'Islam.

COMPTES SOCIAUX DES ENTREPRISES

Le CNRC doit laisser ouvert l'accès à l'information

Dans une note qu'il vient de rendre publique fin mai dernier, le CARE (Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise) vient de faire état d'une sorte de « verrouillage » de l'information financière au sein du CNRC (Centre national du registre de commerce), une situation jugée « surprenante », en refusant l'accès aux comptes sociaux des entreprises.

En dépit du fait que les abonnements payants pour l'accès à cette base de données soient toujours en cours, l'accessibilité des bilans financiers des entreprises n'est plus assurée. En effet, le CARE considère cette situation comme tout à fait inexplicable, pour plusieurs raisons : Le principe même de l'obligation de dépôt des comptes sociaux ne se justifie précisément que par la nécessité de garantir leur publication et leur accessibilité pour tous les acteurs économiques ou so-

ciaux, sans distinction. Le CNRC assume de ce fait une mission de service public pour laquelle il est du reste rémunéré, sachant que le dépôt des comptes donne lieu à paiement par les entreprises.

L'article 12 de la loi 04-08 du 14 août 2004 relative aux conditions d'exercice des activités commerciales spécifie bien que : « Les publicités légales, pour les personnes morales, ont pour objet de faire connaître aux tiers, le contenu des actes constitutifs de sociétés, les transformations, les modifications ainsi que les opérations portant sur le capital social, les nantissements, les locations-gérançes, les ventes de fonds de commerce ainsi que les comptes et avis financiers ». La publication des comptes d'entreprise et leur accessibilité pour les tiers répond donc bel et bien à une exigence de transparence qui est consacrée dans la loi algérienne en vigueur. La raison d'être du

Registre de commerce est d'informer le public de l'existence d'une entreprise et de permettre au public de l'identifier.

Car commercer, c'est transiger avec des clients et des fournisseurs, et ainsi le public doit avoir des informations pour pouvoir transiger. La publication des comptes, qui est un des socles de notre système de Registre de commerce, permet aux clients et entreprises de transiger en connaissance de cause avec une entreprise. Le déni d'accès à l'information financière des entreprises serait difficile à comprendre à un moment où les autorités économiques se sont engagées à stimuler l'investissement productif privé et public, national et étranger, au sein de l'économie algérienne. Nul n'ignore, en effet, que tout projet d'investissement ne se décide qu'après analyse et évaluation financière complète du contexte sectoriel précis dans lequel il est censé intervenir.

La libre circulation de l'information financière des entreprises est la base même du fonctionnement des économies modernes. Observons à ce titre que la loi régissant l'entrée en bourse oblige les entreprises concernées à rendre publics leurs comptes financiers sur une base semestrielle. Plus l'information économique et financière sera disponible, plus les entreprises et autres acteurs nationaux ou étrangers seront incités à transiger entre eux au sein de notre économie, et plus il y aura de concurrence et plus les prix des produits et services seront tirés à la baisse.

A contrario, moins l'information économique sera accessible, plus restreint sera le nombre d'acteurs qui voudront transiger sur nos marchés, moins de concurrence il y aura, et plus nous paierons cher les biens et services que nous consommons.

Source : Care

ALGÉRIE-UNION EUROPÉENNE

Organisation d'un atelier d'experts sur l'hydrogène renouvelable

Le ministère de l'Energie et des mines co-organise avec l'Union européenne (UE), ce mardi à Alger, un atelier d'experts sur le développement de la filière de l'hydrogène renouvelable, a indiqué hier un communiqué du ministère.

« Dans le cadre du dialogue stratégique entre l'Algérie et

l'Union Européenne (UE) dans le domaine de l'énergie, le ministère de l'Energie et des mines co-organise avec l'Union Européenne, mardi 13 juin 2023, un atelier d'experts sur le développement de la filière de l'hydrogène renouvelable », a précisé la même source. Cet atelier qui a pour objectif « d'initier les bases de

coopération dans le domaine de l'hydrogène, verra la participation d'experts européens et algériens et de représentants de différents organismes des secteurs concernés », a ajouté le communiqué.

Le programme de cet atelier prévoit trois sessions en format « panel » dédiées aux stratégies sur le rôle de l'hy-

drogène renouvelable à l'horizon 2030 et 2050 en Algérie et dans l'UE, aux aspects liés à la réglementation et aux mécanismes incitatifs pour le développement de l'hydrogène, ainsi qu'aux infrastructures de transport, de distribution et de stockage, ajoute la même source.

R E.

BECHAR

Saisie de plus de 300 Kg de poissons impropres à la consommation

Une quantité de 330 kg de poissons impropres à la consommation destinée à être écoulee sur les marchés à Bechar a été saisie par les éléments de la brigade de l'urbanisme et de la protection de l'environnement relevant du service de sécurité publique de la sûreté de wilaya, a-t-on appris lundi de la cellule de communication et des relations publiques de cette instance sécuritaire.

La découverte de cette quantité de poissons, impropre à la consommation, a eu lieu lors d'une tournée de surveillance régulière des policiers au marché des fruits et légumes (chef-lieu de wilaya) où le propriétaire d'un camion frigorifique était repéré, alors qu'il déchargeait une cargaison de poissons de diverses espèces destinées à être écoulee dans le marché, a-t-on précisé.

Après le contrôle de cette marchandise par le vétérinaire compétent de l'inspection vétérinaire locale accompagné des éléments spécialisés du service de la qualité et la lutte contre les fraudes relevant de la direction de wilaya du commerce et de la promotion des exportations, il s'est avéré que cette quantité de poissons était impropre à la consommation, d'où sa saisie et sa destruction immédiate au niveau du centre technique d'enfouissement (CET) de la wilaya. Les parties responsables de cette action de commercialisation de produit alimentaire sensible impropre à la consommation, seront présentées aux instances judiciaires après bouclage de l'enquête, a conclu la même source.

MÉDÉA

Une commission pour évaluer les dégâts occasionnés par la sécheresse

Une commission chargée de l'évaluation des dégâts occasionnés par la sécheresse aux cultures céréalières au niveau de la wilaya de Médéa a été installée dimanche par le chef de l'exécutif local, Djahid Mous, apprend l'APS des services de la wilaya.

Cette commission a pour mission d'évaluer la situation au niveau des exploitations agricoles spécialisées dans la culture de céréales, recenser les parcelles affectées par la sécheresse et des agriculteurs sinistrés en vue de leur prise en charge. Une mission d'expertise entamera, au courant de cette semaine, son travail sur le terrain pour établir un inventaire des pertes subies par les céréaliculteurs de la wilaya, ont précisé les mêmes services.

Des représentants des collectivités locales, de la Direction des services agricoles (DSA), de l'Office national des terres agricoles (Onta) et de la Caisse régionale de mutualité agricole (Crma) font partie des membres de cette commission dont le travail d'évaluation permettra de recueillir les données exactes sur l'impact de la sécheresse sur la filière et la mise en œuvre des mesures qui seront décidées par les pouvoirs publics pour venir en aide aux opérateurs de la filière, selon la même source.

A noter que plus de 86.000 hectares ont été réservés à la céréaliculture au titre de la campagne labours-semences 2022/2023, sur un objectif d'emblavement de 110.000 hectares, soit un taux de réalisation de 78% de l'objectif tracé, selon les informations communiquées par la Dsa. Toujours selon la DSA, plus de 25.000 ha, sur les 112.000 ha de céréaliculture réalisés, ont été affectés par la sécheresse, dont près de 16.000 ha de blé dur, durant la saison agricole 2021/2022.

R E.

RECENSEMENT DES AGRICULTEURS AFFECTÉS PAR LES INTÉMPÉRIES

Une commission ministérielle dépêchée à Skikda

Une commission spéciale a été dépêchée, à Skikda, par le ministère de l'Agriculture et du Développement pour inspecter et constater les dégâts engendrés par les dernières intempéries, a-t-on appris avant-hier, du Directeur local des Services Agricoles (DSA). La commission ministérielle, conduite par l'inspecteur général du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, vise la constitution de commissions locales pour entamer les procédures de recensement des agriculteurs affectés par les dernières intempéries enregistrées à Skikda qui ont causé des dégâts à travers des surfaces agricoles dans plusieurs communes de la wilaya, a indiqué Rabie Hamzaoui à l'APS. La commission a inspecté des surfaces agricoles endommagées au sud et au sud-ouest de la wilaya, à l'instar des communes d'El Harrouche, MedjazDechiche, Sidi Mezghiche, Beni Ouèlbène et Ain Bouzine, cette dernière où « d'importants dégâts » ont été enregistrés (légumes et rushes d'apiculture), selon la même source qui a précisé que l'objectif est d'évaluer l'ampleur des dégâts et entamer l'opération de recensement en vue d'indemniser les agriculteurs touchés. Selon M. Hamzaoui, il a été procédé à la constitution d'une commission de wilaya qui s'attèle actuellement à recenser toutes les régions et les agriculteurs affectés, en attendant l'établissement des résultats préliminaires pour les envoyer au ministère de tutelle et aux services de la wilaya. Dans ce cadre, la Caisse Régionale de Mutualité Agricole (CRMA) de Skikda a réceptionné à ce jour (jeudi 8 juin, ndlr), neuf déclarations officielles émanant d'agriculteurs assurés auprès de la CRMA et dont les récoltes en blé ont été endommagées suite à la chute de grêle, selon le directeur de la CRMA, Hamza Hanachi. Il a rappelé que ses services ont entamé les procédures d'usage en dépêchant des experts sur le terrain pour constater les dégâts et établir des rapports à ce sujet, en vue de les transmettre à la direction générale de la Caisse pour indemniser les agriculteurs affectés.

CONCRÉTISATION D'UN PROJET DE COOPÉRATION ALGÉRO-SAOUDIENNE À CONSTANTINE

La RN 5 sera dotée d'un énorme Mall

Le nouveau centre commercial, situé au septième kilomètre, sur la route menant de la cité Boussouf à Ain Smara, à travers la route nationale 5, est le fruit d'un investissement algéro-saoudien, d'un montant de 330 milliards.

L'ouverture de cet espace se fera prochainement, après l'achèvement des travaux.

Cette importante infrastructure comprend des centaines de locaux, un espace commercial imposant, des dizaines de restaurants, des lieux de distraction, ainsi que deux parcs de stationnement d'une capacité de 700 véhicules et un hôtel quatre étoiles. Ce projet est la propriété de la société algéro-saoudienne « Asicom », créée en 2008, et dont le siège se trouve à Alger. Jusqu'à présent, Asicom a réalisé d'importants projets, tels que le centre commercial « City Center » à El Mouhamadia



(Alger), le village touristique dans la wilaya de Skikda, un hôtel luxueux à Béjaïa et une usine de fabrication de briques à Khenchela. Cette nouvelle réalisation renforcera les structures commerciales dans la wilaya. Elle se

distingue par sa localisation stratégique, étant située sur la route nationale 5, près de l'autoroute est-ouest, ce qui la rend facilement accessible. De plus, ce projet est basé sur un terrain forestier, calme et entouré de paysages naturels,

contrairement à d'autres centres commerciaux construits dans des zones urbaines. Il y a lieu d'indiquer que ce centre s'étend sur une superficie de cinq hectares, dont 39.000 mètres carré bâtis. Il sera composé de plusieurs étages, dont deux en sous-sol qui seront utilisés comme parcs automobiles. Le rez-de-chaussée accueillera une quarantaine de locaux commerciaux, le premier étage comptera quatorze restaurants, le second étage sera réservé à l'administration, et enfin, le dernier étage sera un espace multiservices d'une surface de 1.200 mètres carré.

DJELFA

Porter le quota des logements ruraux à 15.000 unités

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a ordonné, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée dimanche, de porter de 4.000 à 15.000 unités, le quota des logements ruraux à Djelfa dans le cadre du programme complémentaire dédié à cette wilaya, indique un communiqué de la

présidence de la République. Concernant le programme complémentaire dédié à la wilaya de Djelfa, "le président de la République a ordonné au Gouvernement de porter de 4.000 à 15.000 unités, le quota des logements ruraux dans la wilaya", lit-on dans le communiqué. Il a également relevé "l'importance de la vocation agricole et

pastorale de cette wilaya historique", selon la même source. Lors de cette réunion, le président Tebboune a ordonné l'élaboration d'une proposition de promotion des daïras d'El Abiodh Sidi Cheikh (wilaya d'El-Bayadh), et de Aïn Oussara et Messaad (wilaya de Djelfa) en wilayas déléguées, indique un communiqué de la présidence

de la République. Le président de la République a instruit au Gouvernement « à l'effet d'élaborer une proposition de promotion des daïras d'El Abiodh Sidi Cheikh (wilaya d'El-Bayadh), et de Aïn Oussara et Messaad (wilaya de Djelfa) en wilayas déléguées », selon la même source.

ANNABA

L'entretien des réseaux AEP commence

Les travaux d'entretien et de réparation de 200 points de fuites d'eau potable dans les réseaux de distribution d'Annaba ont été lancés dans le cadre de la campagne nationale de réparation des fuites d'eau, a-t-on appris mercredi 7 juin dans un communiqué de l'unité de wilaya de l'Algérienne Des Eaux (ADE). Les travaux sont en cours dans le cadre de cette campagne qui se poursuit pour le quatrième jour consécutif pour réparer les points de fuite d'eau recensés à travers les grandes

communes de la wilaya (Annaba, El Bouni, El-Hadjjar, Sidi Amar et Berrahal), a-t-on indiqué dans le document, précisant que les opérations d'entretien et de réparation des points de fuites d'eau signalées sur le réseau de distribution d'eau potable permettra de mettre fin à la déperdition et la récupération d'une quantité de 6.000 mètres cubes d'eau. A Annaba, la campagne nationale a été marquée par la participation de quatorze équipes des unités de l'ADE de plusieurs wilayas, en plus de

douze entreprises de réalisation, selon le communiqué. La campagne vise à préserver les réseaux de transport et de distribution d'eau potable et la récupération de quantités importantes d'eau devant être orientées pour améliorer le service public. Il sera procédé « prochainement », dans la wilaya, au lancement de travaux de rénovation des conduites de distribution d'eau potable sur un linéaire de 175 kilomètres, dont 42 kilomètres au chef-lieu, a-t-on rappelé.

BATNA

Dégel du projet du stade de 30.000 places

Le wali de Batna, a annoncé avant-hier, le dégel du projet de réalisation d'un stade de 30.000 places. En effet, lors d'une intervention aussi brève que significative, le chef de l'exécutif a déclaré : « Nous avons reçu l'aval officiel du Premier ministre pour le dégel du projet du stade de 30.000 places, au grand bonheur de la population locale. Nous espérons que cela entraînera la relance d'autres projets stratégiques ». Cette infrastructure sportive est prévue d'être érigée non loin de la localité d'Ouyoune El Assafir, située à 25 kilomètres à l'est de Batna. Selon les études techniques établies, le stade sera doté de plusieurs structures, notamment une piscine semi-olympique, qui permettront de le hisser progressivement au rang de complexe sportif de valeur olympique. Rappelons, dans la

foulée, que la wilaya de Batna a vu, il y a plusieurs années, l'inscription de trois projets structurels considérés comme étant d'une grande importance pour la vie active, à savoir le tramway, un nouveau Centre Hospitalier Universitaire (CHU) et ce stade de 30.000 places dont la concrétisation vient d'être confirmée. Les hautes autorités avaient laissé entendre, à un moment donné, que la conjoncture économique défavorable traversée par le pays a fait que certains grands projets, tels que ceux dont a bénéficié la wilaya de Batna, ne sont pas annulés mais plutôt gelés jusqu'à nouvel ordre. S'agissant du projet du tramway, tant attendu à Batna, dont le montant a été évalué à 3.650 milliards, il s'est arrêté à la phase de consultation des entreprises pour sa réalisation, après l'achèvement des études confirmant sa faisabilité.

Etant un moyen de transport collectif moderne et écologique, il se présente comme l'une des meilleures solutions pour faire face aux problèmes de déplacement dans la capitale des Aurès, Batna, qui compte plus de 320.000 habitants. Pour ce qui est du CHU, il s'agit d'un établissement de 500 lits, équipé de toutes les installations nécessaires. Il fait partie d'un ensemble de huit CHU programmés à l'échelle nationale, dont un de 700 lits à Alger et les autres à Annaba, Béjaïa, Constantine, Tizi-Ouzou, Ouargla, Bechar et Tlemcen. Le choix du site a été fait pour cette infrastructure. Celle-ci, notons-le, est jugée vitale pour la région des Aurès car le CHU Benflis Touhami ne répond plus aux nouvelles exigences.

RAPPORT DE LA BM

La croissance mondiale devrait ralentir à 2,1% en 2023

La croissance mondiale devrait ralentir à 2,1 % en 2023, les risques financiers assombrissant les perspectives. Selon les dernières Perspectives économiques mondiales publiées par la Banque mondiale, la croissance a nettement ralenti et le risque de tensions financières dans les économies de marché émergentes et en développement s'intensifie dans un contexte de taux d'intérêt élevés.

La croissance mondiale devrait marquer le pas en 2023, pour tomber à 2,1%, contre 3,1% en 2022. En excluant la Chine, les économies émergentes et en développement devraient voir leur croissance ralentir à 2,9 % cette année, contre 4,1 % l'année dernière. Ces anticipations font état d'une révision à la baisse généralisée.

« Le moyen le plus sûr de faire reculer la pauvreté et de favoriser la prospérité est l'emploi, et le ralentissement de la croissance rend la création d'emplois beaucoup plus difficile, souligne le président du Groupe de la Banque mondiale, Ajay Banga. Il est important de garder à l'esprit que les prévisions de croissance ne sont pas une fatalité. Nous avons la possibilité d'inverser la tendance, à condition d'y œuvrer tous ensemble. » Jusqu'à présent, la plupart des économies émergentes et en développement n'ont été que peu affectées par les turbulences bancaires récentes dans les économies avancées, mais elles évoluent désormais dans des eaux dangereuses. Avec le durcissement croissant des conditions de crédit au niveau mondial, 25 % d'entre elles ne peuvent plus accéder aux marchés obligataires internationaux. La situation est particulièrement critique pour celles qui présentent des vulnérabilités sous-jacentes telles qu'une faible solvabilité. Les projections de croissance pour 2023 sont inférieures de moitié à celles d'il y a un an, ce qui rend ces économies très vulnérables à de nouveaux chocs.

« L'économie mondiale est dans une position précaire, indique Indermit Gill, économiste en chef et premier vice-président du Groupe de la Banque mondiale. En dehors de l'Asie de l'Est et de l'Asie du Sud, elle est loin du dynamisme nécessaire pour éliminer la pauvreté, lutter contre le changement climatique et reconstituer le capital humain. En 2023, le commerce progressera à moins d'un tiers du rythme observé dans les années précédant la pandémie. Dans les marchés émergents et en développement, la pression de la dette s'accroît sous l'effet de la hausse des taux d'intérêt. La faiblesse des finances publiques a déjà fait basculer de nombreux pays à faible revenu dans une situation de surendettement. Dans le même temps, les financements nécessaires pour atteindre les objectifs de développement durable dépassent largement les projections les plus optimistes en matière d'investissement privé. » Selon les dernières prévisions, les chocs simultanés causés par la pandémie, l'invasion de l'Ukraine par la Russie et le ralentissement économique brutal dans un contexte de resserrement des conditions financières mondiales constituent un sérieux revers pour le développement, qui persistera dans un avenir prévisible.

D'ici à la fin de 2024, l'activité économique dans les pays émergents et en développement devrait en effet être

inférieure d'environ 5 % aux projections établies à la veille de la pandémie. Dans les pays à faible revenu, en particulier les plus pauvres, les dégâts sont considérables : dans plus d'un tiers de ces pays, le revenu par habitant à l'horizon 2024 sera encore inférieur aux niveaux de 2019. La faiblesse de la croissance des revenus aggravera l'extrême pauvreté dans nombre d'entre eux.

« De nombreuses économies en développement sont déjà aux prises avec une croissance faible, à la persistance d'une inflation élevée et à des niveaux d'endettement record. Or de nouveaux risques pourraient encore aggraver leur situation, dont notamment l'éventualité et les répercussions plus étendues d'un regain de tensions financières dans les économies avancées, explique Ayhan Kose, économiste en chef adjoint au Groupe de la Banque mondiale. Les responsables politiques de ces économies doivent agir rapidement pour prévenir la contagion financière et réduire les vulnérabilités intérieures à court terme. »

Toujours selon le rapport, dans les économies avancées, la croissance devrait chuter de 2,6 % en 2022 à 0,7 % cette année, et rester faible en 2024. Après une croissance de 1,1 % en 2023, l'économie des États-Unis devrait ralentir à 0,8 % en 2024, principalement sous l'effet de l'impact persistant de la forte hausse des taux d'intérêt enregistrée ces dix-huit derniers mois. Dans la zone euro, la croissance devrait tomber de 3,5 % en 2022 à 0,4 % en 2023, en raison de l'effet différé du durcissement de la politique monétaire et de l'augmentation des prix de l'énergie.

Le rapport analyse en outre les conséquences de l'augmentation des taux d'intérêt américains sur les économies émergentes et en développement. La hausse des rendements des bons du Trésor à deux ans depuis un an et demi s'explique en grande partie par le fait que les investisseurs s'attendent à ce que les États-Unis durcissent leur politique monétaire pour juguler l'inflation. Ce qui se traduit par des effets financiers particulièrement néfastes dans les économies émergentes et en développement, avec notamment une probabilité plus élevée de crise financière. En outre, ces effets sont plus prononcés dans les pays plus vulnérables sur le plan économique. En particulier, sur les marchés naissants (caractérisés par des marchés financiers moins développés et un accès plus limité aux capitaux internationaux), les coûts d'emprunt ont tendance à s'accroître de manière disproportionnée. Les écarts de risque sur les obligations d'État peuvent ainsi y augmenter plus de trois fois plus que dans les autres économies émergentes et en développement. Par ailleurs, le rapport fournit une évaluation complète des enjeux de politique budgétaire auxquels sont confrontées les économies à faible revenu. Ces pays sont en grande difficulté. La hausse des taux d'intérêt a aggravé la détérioration de leur situation budgétaire au cours de la dernière décennie. La dette publique y

représente aujourd'hui en moyenne 70 % du produit intérieur brut (PIB). Les paiements d'intérêts absorbent une part croissante de recettes publiques déjà limitées. Quatorze pays à faible revenu sont déjà surendettés ou fortement menacés de l'être. Les pressions sur les dépenses s'accroissent dans ces économies. Les chocs négatifs comme les événements climatiques extrêmes et les conflits sont plus susceptibles de faire basculer les ménages dans la précarité dans les pays à faible revenu que partout ailleurs, en raison de l'insuffisance des filets de protection sociale. En moyenne, ces pays ne consacrent que 3 % de leur PIB à leurs populations les plus vulnérables, ce qui est bien inférieur à la moyenne de 26 % pour l'ensemble des économies en développement.

Région Mena : ralentissement de la croissance

La région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) a entamé l'année 2023 sur une dynamique de croissance solide, mais qui marque le pas. Les pays exportateurs de pétrole, qui ont bénéficié d'une croissance élevée pendant dix ans et d'un faible taux de chômage l'année dernière, ont annoncé des réductions de leur production pétrolière. Quant aux économies importatrices de pétrole, elles sont en butte à plusieurs difficultés, en particulier une inflation élevée, et leur croissance s'est nettement ralentie en 2023.

Étant donné que l'effet d'aubaine de l'envolée des cours pour les exportateurs s'estompe et que la demande mondiale fléchit, la production pétrolière a rapidement chuté par rapport aux hausses à deux chiffres de la fin 2022.

En Arabie saoudite, la croissance de la production a été freinée, passant d'augmentations à deux chiffres à la mi-2022 à 3,9 % au premier trimestre 2023, soutenue par les activités non pétrolières. Au Qatar, l'économie s'est ralentie début 2023 après avoir enregistré au dernier trimestre 2022 une croissance au plus haut depuis dix ans, tirée par la Coupe du monde de football. Les pays qui importent du pétrole ont pâti de la poursuite de conditions défavorables en 2023, l'inflation médiane des prix à la consommation atteignant des niveaux jamais observés depuis plus de dix ans au cours du premier semestre de l'année. En Égypte, l'accès limité aux devises étrangères et le passage à un taux de change plus flexible ont fait perdre à la monnaie nationale environ la moitié de sa valeur entre le début de l'année 2022 et mai 2023. La hausse des prix, les difficultés à se procurer des intrants importés et le ralentissement de la demande mondiale ont pesé sur l'activité, et la production industrielle (hors pétrole) s'est contractée au cours de l'année et jusqu'en janvier. Au Maroc, la sécheresse persistante et l'inflation élevée fragilisent la croissance, le chômage ayant dépassé son pic pandémique en mars 2023. Perspectives : La croissance dans la région MENA devrait ralentir à 2,2 %

en 2023, avec des révisions à la baisse par rapport aux projections de janvier, tant pour les pays exportateurs qu'importateurs de pétrole. Le niveau de production devrait toutefois rebondir en 2024 pour atteindre 3,3 %, dans la mesure où l'inflation et les turbulences mondiales s'atténueront et que la production de pétrole augmentera. La croissance des exportateurs de pétrole devrait ralentir à 2,0 % en 2023, soit une baisse significative par rapport aux prévisions d'il y a seulement six mois, avant de rebondir à 3,2 % en 2024.

Les baisses de production pétrolière annoncées en 2023 et qui devraient être progressivement supprimées en 2024 expliquent en grande partie cette révision. En Arabie saoudite, les réductions de la production de pétrole devraient entraîner une stagnation de l'activité industrielle et des exportations, avec un ralentissement de la croissance qui devrait s'établir à 8,7 % en 2022 et à 2,2 % en 2023, et une contraction du secteur pétrolier cette année. Les perspectives pour l'Iraq et les Émirats arabes unis ont été revues à la baisse en 2023 et à la hausse en 2024. Les économies importatrices de pétrole continuent d'être en butte à des difficultés internes et leur croissance devrait donc ralentir pour atteindre 3,4 % en 2023, soit une baisse de 0,7 point de pourcentage par rapport à janvier.

En Égypte, la croissance devrait tomber à 4,0 % au cours de l'exercice 2022/2023 (juillet-juin), en raison du durcissement des politiques, de la forte dépréciation de la monnaie et de l'augmentation des coûts de production. Au Maroc, la croissance devrait s'accroître pour atteindre 2,5 % en 2023 contre 1,1 % l'année précédente, grâce à la résilience du tourisme et de l'industrie automobile. En revanche, des conditions météorologiques défavorables retarderont la normalisation de la production agricole après plusieurs années consécutives de sécheresse.

Risques

Les perspectives restent essentiellement orientées à la baisse, l'impact des différents risques étant nettement plus défavorable aux importateurs de pétrole qu'aux pays exportateurs. Les économies importatrices de pétrole sont vulnérables aux changements significatifs des humeurs du marché, compte tenu de leur niveau d'endettement public plus élevé et de leurs réserves de change plus limitées. Les pays exportateurs demeurent quant à eux très dépendants des recettes pétrolières, et toute initiative mondiale visant à accélérer la transition vers les énergies vertes pourrait les exposer à un recul inattendu de la demande de combustibles fossiles.

Source : Banque mondiale

UN PROJET CAPABLE DE LIVRER PLUS DE 64 TONNES D'OR EN 13 ANS

Les travaux reprennent à Meyas Sand au Soudan

Au Soudan, le projet Meyas Sand a la capacité de livrer plus de 4 tonnes d'or par an sur une durée de 13,6 ans, selon des estimations datant de 2020. Toutefois, la concrétisation de ce potentiel est retardée par le climat d'insécurité qui prévaut dans le pays.

La compagnie minière Perseus Mining a annoncé cette semaine le retour de ses employés et entrepreneurs sur le site du projet Meyas Sand, au Soudan. Elle les avait retirés en avril dernier suite aux affrontements armés à Khar-toum.

« Notre décision de retirer temporairement notre personnel du site du projet aurifère de Meyas Sand en avril a été prise en tenant compte de leur sécurité. Après une évaluation plus approfondie de la situation, il apparaît que la menace immédiate perçue s'est estompée et nous sommes satisfaits des perspectives de reprise du travail sur le site de Meyas Sand sans risque excessif », a déclaré le DG Jeff Quartermaine.

On apprend ainsi que la zone où se trouve le projet aurifère n'a pas été touchée par les affrontements, aucun incident n'ayant été signalé sur environ 250 000 km² autour du site. La compagnie estime cependant avoir pris les mesures nécessaires pour agir de façon adéquate si la donne change.

Malgré ce retour à la normale des travaux à Meyas Sand, le calendrier de développement est retardé. Perseus a en effet reporté sa décision finale d'investissement, initialement prévue pour le troisième trimestre 2023.

Le Soudan devra donc attendre encore avant de pouvoir compter sur une nouvelle source de production d'or. Selon une étude de faisabilité publiée en 2020 par l'ancien propriétaire (Orca Gold), le projet peut livrer 167 000 onces d'or (environ 4,73 tonnes) par an sur 13,6 ans, dont 228 000 onces (6,46 tonnes) par an en moyenne sur les sept premières années.

TUNISIE

Sans surprise, Fitch Ratings baisse la note souveraine à CCC

La décision était attendue et, d'ailleurs, dans sa précédente notation, Fitch l'avait prévue si jamais les choses demeuraient en l'état.

La Tunisie est aujourd'hui, en matière de notation de la dette pays, à l'avant-dernière marche. En d'autres termes, pour ce qui concerne l'avenir, Fitch dit que c'est un pays auquel il ne faut pas prêter. En ce qui concerne le présent, il y a le stock de la dette et les échéances de remboursement qui vont tomber : Fitch dit qu'il n'est pas sûr que la Tunisie puisse faire face à ses obligations. Si cela arrive, ce sera ce que l'on appelle un défaut de paiement, le pire scénario qui puisse arriver en matière de crédibilité et de flux financiers internationaux.

L'agence de notation Fitch Ratings a donc révisé à la baisse, vendredi 9 juin, la notation souveraine de la Tunisie de «CCC»+ à «CCC»-. l'agence explique cet abaissement par l'intensification des risques de financement résultant de l'incertitude quant à la capacité de la Tunisie à mobiliser suffisamment de ressources pour répondre aux besoins de financement importants du gouvernement, et ce, dans un contexte de blocage des négociations avec le Fonds monétaire international (FMI), a rapporté la

Banque centrale de Tunisie (BCT), citant un communiqué de Fitch. Dans son analyse, l'Agence Fitch Ratings a précisé qu'en dépit de la réduction des déficits budgétaires et courant des «vulnérabilités demeurent», que «la dette pourrait baisser, mais les risques sont élevés» et qualifie les perspectives de croissance de «défavorables».

Cependant, Fitch Ratings a affirmé que toute concrétisation d'un financement extérieur suffisant pour répondre aux besoins du budget est de nature à favoriser une action positive sur la notation de la Tunisie, a-t-on ajouté de même source. En effet, Fitch a rappelé, dans son communiqué, que les besoins de financement du gouvernement augmenteront à environ 16 % du PIB en 2023 (environ 7,7 milliards de dollars) et à 14 % du PIB en 2024 (7,4 milliards de dollars). L'agence a expliqué cette situation par les déficits budgétaires élevés et les échéances importantes de remboursement de la dette, sur les plans intérieur et extérieur.

« La majeure partie du plan dépend d'un programme du FMI »

Le plan de financement du budget

repose pour plus de 5 milliards de dollars de financement extérieur, soit environ 10 % du PIB, a rappelé Fitch Ratings. «Nous pensons que la majeure partie du plan dépend d'un programme du FMI qui ne sera pas probablement entièrement mobilisée cette année, même si un accord avec le FMI est conclu au deuxième semestre de 2023 », a-t-on ajouté.

En l'absence d'un accord avec le FMI, la Tunisie pourrait obtenir, en 2023, près de 2,5 milliards de dollars de financement externe, principalement auprès de l'Algérie et d'Afrexim Bank, outre les prêts-projets et les subventions obtenus auprès des partenaires multilatéraux et bilatéraux, a fait savoir l'agence.

Cependant, l'agence a noté que pour l'année 2024, les sources de financement alternatives ne sont pas claires. Fitch Rating prévoit également une pression au niveau des réserves en devises qui se sont élevées à 7,8 milliards de dollars (l'équivalent de 93 jours), en avril 2023, contre 129 jours pour la même période de 2022 à cause d'un déficit important du financement extérieur du gouvernement.

PILLAGE DES RESSOURCES NATURELLES SAHRAOUIES

Des entreprises sionistes impliquées

Les entreprises sionistes ont renforcé leur implication dans le pillage des ressources naturelles du Sahara occidental occupé, depuis la normalisation entre l'entité sioniste et le régime du Makhzen, notamment à travers la conclusion de nombreux accords entre des compagnies sionistes et marocaines dans le domaine des hydrocarbures, en violation du droit international, révèle le site d'information américain MintPress News (MPN).

Selon une enquête menée et publiée par MPN, plusieurs entreprises sionistes travaillent déjà avec le Maroc dans le territoire sahraoui occupé. Il s'agit notamment de NewMed Energy, Ratio Petroleum, Selina Group, Halman-Aldubi Technologies et d'une société anonyme qui lance un projet d'aquaculture au Sahara occidental.

Et d'après l'Observatoire international Western Sahara Resource Watch (WSRW), cité par MintPress News, les seules entreprises qui poursuivent l'exploration pétrolière et gazière au Sahara occidental

sont sionistes - NewMed Energy et Ratio Petroleum.

"Ce sont des ressources qui seront épuisées et disparaîtront sous l'occupation avant que le conflit ne soit résolu, et c'est très inquiétant pour le peuple sahraoui", a déclaré à MPN, Erik Hagen, membre du conseil d'administration de WSRW. Et de poursuivre dans ce contexte: "Donc, ce que ces entreprises (sionistes) font maintenant, c'est en quelque sorte le pire du pire".

L'enquête révèle ainsi une intensification sans précédent des activités commerciales des entreprises sionistes sur le sol sahraoui, depuis que l'entité sioniste et le régime du Makhzen ont officiellement normalisé leurs relations le 22 décembre 2020, après que l'administration de l'ancien président américain Donald Trump a annoncé reconnaître la prétendue "souveraineté" du Maroc sur le Sahara occidental. Pourtant, souligne le site d'information, "aujourd'hui, 82 pays reconnaissent le Sahara

occidental".

La même source cite, entre autres, la conclusion en septembre 2021, d'un accord entre l'Office national marocain des hydrocarbures et des mines (ONHYM) et Ratio Gibraltar, une filiale de la compagnie pétrolière sioniste Ratio Petroleum, pour rechercher du pétrole et du gaz au large de Dakhla, une ville occupée du Sahara occidental.

De plus, en décembre 2022, NewMed Energy -une filiale de la société sioniste Delek Group- a conclu un accord commercial avec l'ONHYM et Adarco Energy, basé à Gibraltar, pour l'exploration gazière et pétrolière offshore au large de Boujdour, ville sahraouie occupée.

WSRW tient à préciser dans ce contexte que "Delek Group est soutenu par un certain nombre d'investisseurs européens et américains". S'agissant des relations entre l'entité sioniste et le régime marocain, MintPress News a confirmé que "la collaboration du couple a duré des décennies, bien qu'en secret". Il cite comme

exemple l'achat par l'armée d'occupation marocaine de drones en provenance de l'entité sioniste en 2014. Ces armes reçues finalement en 2020 seraient utilisées contre le Front Polisario, selon la même source.

Et en 2021 et 2022, le Maroc a acheté -toujours de l'entité sioniste- des drones, qui seraient utilisés pour la surveillance et la collecte de renseignements au Sahara occidental, des drones kamikazes et le système antiaérien et intercepteur de missiles Barak MX, a-t-on ajouté.

Donc, conclut l'enquête, sous la normalisation, l'alliance militaire du Maroc et de l'entité sioniste "n'est plus seulement un secret. Elle s'intensifie également".

Dans ce contexte, Riccardo Fabiani, directeur du programme Afrique du Nord à l'International Crisis Group (ICG), cité dans l'enquête, a souligné qu'avec la normalisation, la coopération entre le régime du Makhzen et l'entité sioniste "a maintenant atteint un tout nouveau niveau qui est sans précédent".

EGYPTE

Telecom Egypt, Orange, Etisalat et Vodafone s'engagent en faveur des énergies renouvelables

Le gouvernement égyptien multiplie les initiatives pour réduire les émissions de carbone dans un contexte marqué par le changement climatique. Le Caire œuvre pour faire passer les différents secteurs aux énergies renouvelables. Les opérateurs de télécommunications égyptiens Telecom Egypt, Vodafone, Etisalat et Orange ont signé, le mercredi 7 juin, des contrats avec l'Autorité des énergies nouvelles et renouvelables (NREA) pour acheter de l'électricité provenant de sources d'énergie propres et durables. Les accords ont été

signés en présence du Premier ministre Mostafa Madbouly et de Mohamed Shaker, ministre de l'Electricité et des Energies renouvelables.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre l'engagement du gouvernement égyptien à soutenir les initiatives en matière d'énergie propre dans différents secteurs afin de réduire les émissions de carbone, conformément à la stratégie nationale égyptienne sur le climat à l'horizon 2050. Le Caire ambitionne de porter la part des énergies renouvelables dans le

bouquet énergétique national à 42% d'ici 2035 alors qu'elle était de 20% en 2022.

Le partenariat avec les opérateurs de télécommunications devrait permettre d'accélérer l'atteinte des objectifs climatiques du gouvernement étant donné que le secteur est l'un des plus gros consommateurs d'électricité. Les opérateurs télécoms, quant à eux, pourront réduire leurs coûts énergétiques à long terme tout en minimisant leur impact sur l'environnement.

D'ICI 2035

L'Afrique devrait augmenter ses exportations de GNL de 51%, à 100 milliards de m3

La hausse de la production du gaz naturel sur le continent sera essentiellement portée par de nouveaux projets situés dans des pays qui n'exploitaient pas jusqu'ici les combustibles fossiles comme le Mozambique, le Sénégal et la Mauritanie.

Les exportations africaines de gaz naturel liquéfié (GNL) devraient enregistrer une augmentation de 51% d'ici 2035 pour s'établir à 100 milliards de m3, selon un rapport publié en mai dernier par la Chambre africaine de l'énergie (AEC). Intitulé « The State of African Energy », ce rapport précise que la hausse des exportations du continent devrait notamment découler de l'entrée en production de plusieurs grands projets dans plusieurs pays comme le Mozambique, qui devrait voir sa capacité d'exportation de GNL passer de 3,4 millions de tonnes en 2023 à 16,3 millions en 2030, puis à 31,5 millions de tonnes en 2035. Le Sénégal, la Mauritanie et la Tanzanie devraient également voir leurs capacités d'exportation de GNL croître rapidement d'ici 2035.

A l'échelle continentale, les capacités cumulées des terminaux d'exportation de GNL devraient passer de 80 millions de tonnes par an actuellement, à environ 110 millions de tonnes par an en 2030, et à plus de 175 millions de tonnes par an en 2040.

Sept pays devraient être à l'origine de la quasi-totalité de ces capacités additionnelles : le Mozambique, le Sénégal, la Mauritanie, la Tanzanie, le Nigeria, l'Algérie et l'Égypte.

Le rapport révèle également que la production globale de gaz naturel en Afrique devrait s'établir à environ 268 milliards de m3 durant l'année en cours. Plus de 85 % de cette production proviendra des gisements situés dans les sous-régions de l'Afrique du Nord et de l'Afrique de l'Ouest.

La production du continent devrait en-

suite augmenter progressivement pour atteindre à 272 milliards de m3 en 2025 avant de culminer à 340 milliards de m3 en 2030, puis à environ 420 milliards de m3 en 2040.

De nouveaux entrants sur le marché du gaz naturel

Alors que la production des gisements gaziers qui sont déjà en exploitation connaîtra une baisse de 5% en moyenne par an entre 2025 et 2040, l'essentiel des capacités de production supplémentaires proviendra de champs actuellement en phase de pré-décision finale d'investissement (Pre-final investment decision). Ces champs sont notamment situés dans des pays qui jusqu'ici n'exploitaient pas les combustibles fossiles comme le Mozambique, la Tanzanie, la Mauritanie, le Sénégal, l'Afrique du Sud et l'Éthiopie.

CÔTE D'IVOIRE

L'INP-HB lance les travaux de construction de son école d'agro-technologie en partenariat avec OCP Group

En 2022, l'Etat ivoirien et le Groupe OCP ont signé un protocole d'accord pour la mise en place d'une coopération dans le secteur de l'agronomie. Un an après, les deux entités viennent de poser la première pierre d'une Digital Farming School qui sera abritée par l'INP-HB à Yamoussoukro. L'institut national polytechnique Houphouët-Boigny (INP-HB) de Côte d'Ivoire, a lancé les travaux de construction de son école digitale d'agriculture, la « Digital Farming School ». La cérémonie a eu lieu ce vendredi 09 juin 2023 à Yamoussoukro, en présence du ministre ivoirien de l'Enseignement Supérieur Adama Diawara et du directeur de l'INP-HB, le Dr Moussa Diaby. Incubé et supporté par le marocain OCP Group, le projet qui couvrait depuis plusieurs mois, sera mis en œuvre grâce à un partenariat entre l'Etat de Côte d'Ivoire et le groupe marocain. Concrètement, le nouvel établissement aura pour vocation de former des étudiants à l'agro-technologie. L'objectif est de « bâtir une nouvelle génération d'agritech bien qualifiée et outillée, susceptible de contribuer activement à la transformation digitale de l'agriculture africaine, de renforcer le développement de l'industrie de transformation et de moderniser les fermes agricoles ». A terme, les étudiants issus de cette école seront capables de fournir des solutions innovantes et adaptées pour répondre aux besoins des agriculteurs et améliorer l'ensemble de la chaîne de valeur du secteur agricole ivoirien et africain. Pour ce faire, l'Ecole sera adossée à une ferme digitale qui servira de plateforme d'apprentissage privilégiant la pratique avec un accent mis sur les nouvelles technologies utilisées dans le secteur agricole. Cette initiative également soutenue par l'Université Mohammed VI Polytechnique (UM6P) et LEET Initiative, est en adéquation avec la stratégie mise en place par l'Etat ivoirien pour accélérer sa transformation agricole, tout en facilitant l'insertion professionnelle des jeunes arrivant sur le marché de l'emploi. Au total, 100 personnes devraient être formées au cours de la première année. D'après le ministre Diawara, le nouveau projet permettra également « une amélioration de l'employabilité du système de forma-

tion supérieure et universitaire en Côte d'Ivoire pour cadrer avec la vision du Président de la République de la Côte d'Ivoire, SEM Alassane Ouattara qui a décrété l'année 2023, année de la jeunesse ».

Notons que la construction de la Digital Farming School est prévue pour s'achever d'ici 2024. Le coût des travaux est estimé à 4,5 millions \$ et sera financé par OCP Group.

CONFORTÉ PAR SES SUCCÈS

Le Togo lance un nouvel emprunt de 30 milliards FCFA

Le Togo qui cumule des succès depuis le mois d'avril sur le Marché des Titres Publics de l'Umoa, va boucler une nouvelle sortie le vendredi 16 juin prochain. Le pays veut à nouveau mobiliser 30 milliards FCFA via une émission simultanée d'Obligations Assimilables du Trésor (OAT) et de Bons Assimilables du Trésor (BAT).

Précisément, 10 milliards FCFA devront être collectés auprès des investisseurs de la sous-région via les BAT d'un nominal de 1 million FCFA, émis sur la maturité de 364 jours et assortis d'un taux d'intérêt multiple. Les 20 milliards FCFA restants seront levés au moyen des OAT dont le nominal est de 10.000 FCFA aux taux d'intérêt de 6% et 6,25%, sur les maturités respectives de 3 et 5 ans.

Les fonds serviront à assurer la couverture des besoins de financement du budget du pays, exercice 2023, établi à 1957 milliards FCFA.

Notons que Lomé a déjà mobilisé 264 milliards FCFA sur le marché des titres publics coordonné par l'agence Umoa-Titres cette année, sur une prévision annuelle de 574 milliards FCFA.

ETHIOPIE

Iceaddis offre un espace d'échange, de travail et de soutien aux projets innovants

Iceaddis est un acteur majeur dans le domaine de l'innovation technologique en Éthiopie. En tant que hub dynamique de l'innovation, il offre un espace de travail collaboratif, des programmes d'incubation et une multitude de ressources pour soutenir les entrepreneurs et les innovateurs du pays.

Iceaddis est un centre d'innovation et d'entrepreneuriat basé à Addis-Abeba qui joue un rôle central dans le renforcement de l'écosystème

technologique éthiopien. Il a été fondé en 2011 par Markos Lemma, cofondateur et président-directeur général, Florian Manderscheid et Oliver Petzoldt.

Le cœur de son écosystème réside dans son espace de co-working, un environnement ouvert où les entrepreneurs, les développeurs et les créatifs peuvent se réunir, partager leurs idées et collaborer sur des projets communs. Cet espace favorise la création de réseaux solides et stimule l'esprit d'entreprise en

offrant un soutien pratique et des opportunités de mentorat.

Outre l'espace de coworking, iceaddis propose des programmes d'incubation pour aider les start-up à transformer leurs idées en entreprises florissantes. Ces programmes offrent un accompagnement personnalisé, un accès à des mentors expérimentés et des opportunités de financement pour aider les entrepreneurs à faire décoller leurs entreprises.

AFRIQUE DE L'OUEST

Intelsat s'associe avec Azercosmos pour fournir des services mobiles par satellite

Intelsat a commandé des satellites pour répondre à la demande en connectivité à haut débit en Afrique et dans le monde. En attendant, la société doit louer des capacités auprès d'autres opérateurs de satellites pour fournir ses services. L'opérateur de services télécoms par satellite Intelsat va s'appuyer sur les capacités du satellite Azerspace-2 de la société azerbaïdjanaise Azercosmos pour renforcer la couverture de ses services en Afrique de l'Ouest. Un accord commercial signé à cet effet a été dévoilé « Nous coopérons avec Azercosmos depuis 2018, lorsque le satellite Azerspace-2 a été mis en orbite. Nous faisons confiance à Azercosmos pour fournir des services conformes aux besoins de nos clients en Afrique », a déclaré Adam Troy (photo, au centre), vice-président d'Intelsat chargé du développement commercial et des partenariats avec les réseaux.

GHANA

Intelsat s'associe avec Azercosmos pour fournir des services mobiles par satellite

En février 2023, l'Agence Ecofin rapportait que le Ghana est redevenu le premier producteur africain d'or en 2022. Après avoir perdu ce statut l'année précédente au profit de l'Afrique du Sud, Accra a pu compter sur les producteurs industriels actifs dans le pays pour le retrouver. Au Ghana, « le sous-secteur de l'or à grande échelle a enregistré sa production la plus élevée dans l'histoire du pays en 2022 ». C'est par ces mots que le président de la Chambre des Mines, Joshua Mortoti a félicité ses membres pour leur contribution à la production nationale d'or l'année dernière, au cours de la 95ème assemblée générale annuelle de l'association tenue la semaine dernière.

Cette performance a été rendue possible, selon les détails relayés par Reuters, grâce à une hausse de 13 % en glissement annuel de la production industrielle d'or, à 3,1 millions d'onces. Cela a aussi largement aidé le Ghana à redevenir en 2022 le premier producteur africain d'or devant l'Afrique du Sud, comme le rapportait l'Agence Ecofin en février dernier, citant des chiffres de la Banque centrale du pays. Pour rappel, on retrouve plusieurs grandes compagnies étrangères dans l'exploitation de l'or au Ghana, notamment le premier producteur mondial Newmont, les géants sud-africains AngloGold Ashanti et Gold Fields, ou encore les canadiens Asante Gold et Galiano Gold.

ALLEMAGNE

Le laboratoire BioNTech face à la justice pour son vaccin anti-Covid

La zone euro n'a finalement pas échappé la récession. Selon les chiffres révisés publiés par Eurostat ce jeudi, le PIB du bloc des vingt pays utilisant la monnaie unique a reculé sur deux trimestres d'affilée, avec une contraction de 0,1 % entre janvier et mars 2023, suivant une baisse de même ampleur entre octobre et décembre 2022.

Cette audience judiciaire très attendue, censée durer plusieurs mois, a débuté lundi par une bataille procédurale.

"L'impartialité du juge a été questionnée par les avocats de la plaignante", a annoncé peu après le début de l'audience un porte-parole du tribunal.

Les défenseurs demandent notamment que le procès soit présidé par un collège de magistrats spécialisés en questions de santé et non un juge unique, "ce qui permettrait une réelle expertise", a justifié un des avocats, Marco Rogert.

- Fatigue, AVC, thromboses - Une prochaine session aura donc lieu "dans quelques jours", selon l'avocat. Le tribunal décidera alors "s'il reste dans cette disposition pour le procès ou s'il le confie à la chambre".

L'affaire est éminemment complexe. Fin 2021 débutait une campagne de vaccination d'une ampleur inédite face à une pandémie mortelle qui a entraîné le confinement de millions de personnes et la paralysie de l'économie mondiale.

Selon l'Agence européenne des médicaments (EMA), il a été estimé qu'au cours de la première année de la pandémie, les vaccins anti-Covid ont aidé à sauver près de 20 millions de vies.

Mais certaines personnes affirment qu'ils ont entraîné une dégradation de leur état de

santé.

Des actions en justice ont été lancées dans plusieurs pays, comme la France ou le Royaume-Uni.

Quelques centaines de plaintes ont été déposées en Allemagne visant à faire reconnaître le lien de causalité entre cette vaccination et le développement de pathologies.

Le tribunal de Hambourg est ainsi le premier à se pencher sur une demande de réparation.

La plaignante dit souffrir d'effets tels que des "douleurs dans la partie supérieure du corps, gonflement des extrémités, épuisement, fatigue et troubles du sommeil" après avoir reçu le vaccin des laboratoires Pfizer et BioNTech, selon le tribunal. Autant de problèmes "néfastes pour le travail" de cette médecin, employée dans un hôpital, "et qui ne peut plus travailler le même nombre d'heures" qu'avant, affirme un de ses avocats, Tobias Ulbrich, à l'AFP.

"Pour des raisons de santé", elle était absente lors de cette première audience. "Elle qui était sportive et qui faisait de l'aviation souffre aujourd'hui d'une fatigue chronique et d'un manque d'énergie au quotidien", a décrit M. Rogert. Elle réclame au moins 150.000 euros de dommages et intérêts, selon le tribunal.

D'autres audiences sont à venir dans les prochains mois, l'avocat affirmant représenter 250 plaignants, "tous en bonne

santé" avant de souffrir de symptômes qu'ils attribuent à la vaccination.

"Les symptômes sont très différents, cela va de l'AVC à la thrombose et aux maladies cardiaques", assure Joachim Cäsar-Preller, un autre avocat allemand, qui représente 140 clients dans des poursuites similaires.

Sur les 192 millions de vaccins administrés en Allemagne, l'institut scientifique Paul Ehrlich a reçu 338.857 signalements d'effets secondaires présumés, dont 54.879 cas jugés graves.

Le laboratoire BioNTech explique qu'à ce stade, "aucune relation causale entre les troubles de santé décrits et la vaccination n'a été prouvée dans les cas examinés".

L'entreprise assure néanmoins, dans une déclaration à l'AFP, "prendre ses responsabilités" et "examiner chaque cas individuel avec soin, sur la base des informations disponibles".

"Le producteur est responsable de son produit et c'est pourquoi on attaque BioNTech", a déclaré lundi M. Ulbrich.

Discrète pépite du secteur des biotechnologies, BioNTech a acquis une célébrité mondiale en s'associant avec Pfizer pour mettre au point un vaccin à ARN messenger contre le Covid-19, vendu à des millions d'exemplaires.

Cette technologie innovante et la rapidité d'homologation du produit en raison de l'urgence sanitaire ont généré une im-

portante vague de scepticisme et de désinformation sur le vaccin, mettant en cause sa sécurité.

L'existence de symptômes "post-vac" est néanmoins prise au sérieux par la communauté médicale en Allemagne où plusieurs hôpitaux ont mis en place des consultations dédiées.

Outre la voie judiciaire, des recours administratifs sont prévus en cas de complications vaccinales invalidantes. Plus de 8.000 demandes de ce type avaient été déposées à mi-avril, et 335 ont été acceptées à ce stade, selon les médias allemands.

Les procédures judiciaires pour établir un lien de causalité avec les vaccins seront un "long chemin semé d'embûches", reconnaît l'avocat Joachim Cäsar-Preller.

D'après la loi, pour engager la responsabilité des fabricants, les effets secondaires doivent dépasser un "niveau justifiable selon les connaissances de la science médicale".

Une plaignante, Kathrin K., âgée de 45 ans, estime que ses symptômes entrent dans cette catégorie.

Elle assure à l'AFP avoir perdu "25 kilos en dix jours" après l'injection et avoir dû subir plusieurs opérations des intestins. "Je déteste que l'on me dise que je suis un cas isolé, ce n'est pas le cas", insiste cette ancienne vendeuse.

PRÉSIDENTIELLE AU MEXIQUE

Grand favori, le parti au pouvoir aura un candidat le 6 septembre

Le parti au pouvoir au Mexique, de plus en plus puissant, connaîtra son candidat le 6 septembre pour l'élection présidentielle prévue mi-2024, après cinq "enquêtes" d'opinion sur les quatre principaux prétendants à la succession du très populaire président Andres Manuel Lopez Obrador. Le calendrier s'est accéléré dimanche quand le parti Morena (Mouvement pour la régénération nationale, gauche nationaliste) a fixé les règles pour départager les deux favoris, la maire de Mexico, Claudia Sheinbaum, et le ministre des Affaires étrangères, Marcelo Ebrard.

Ces deux candidats à l'investiture vont devoir se déclarer d'ici vendredi et démissionner de leurs mandats, d'après l'accord approuvé à l'unanimité par le Conseil national en leur présence. Figure du Mexique à l'étranger, Marcelo Ebrard a déjà annoncé qu'il quitterait ses fonctions ce lundi pour aller "à la rencontre des citoyens et des citoyennes".

Favorite des sondages, la maire de Mexico, Claudia Sheinbaum, qui veut devenir la première présidente du Mexique, n'avait pas indiqué de date pour quitter son poste à la tête de la capitale aux neuf millions d'habitants. Le ministre de l'Intérieur, Adán Augusto López, originaire du Tabasco (Sud) comme le président sortant, et l'homme fort de Morena au Sénat David Monreal, sont également en lice, ainsi que probablement deux représentants de partis alliés.

La campagne qui s'annonce est cruciale et pourrait désigner le favori de la prochaine présidentielle.

Face à l'opposition sans véritable dirigeant, l'actuel président Andres Manuel Lopez Obrador reste très populaire après quatre ans et demi de mandat. La Constitution lui interdit de se représenter au terme d'un mandat unique de six ans, au grand dam de certains de ses partisans.

Son parti Morena gouverne 22 des 32 Etats du pays. Morena a consolidé son hégémonie il y a une semaine en remportant l'élection au poste de gouverneur dans l'Etat de Mexico (périphérie de la capitale), la plus peuplée des 32 entités (17 millions d'habitants) et fief de l'ex-parti dominant PRI (Parti révolutionnaire institutionnel) pendant 90 ans.

Après avoir parcouru le pays du 19 juin au 27 août, les candidats à l'investiture de Morena seront départagés par cinq enquêtes d'opinion entre le 28 août et le 3 septembre, une organisée par le parti et quatre autres par des entreprises privées, d'après le document lu par le président du Conseil national, Alfonso Durazo.

COMMERCE

La Chine s'oppose fermement à l'interdiction d'importation imposée par les États-Unis à des entreprises chinoises à cause des Ouïghours

La Chine s'oppose fermement à l'inclusion par les États-Unis de deux nouvelles entreprises, et de certaines de leurs unités, sur une liste d'entités accusées de violations présumées des droits de l'homme, a déclaré lundi le ministère du commerce.

La mesure prise par les États-Unis manque de base factuelle et de transparence, a déclaré le ministère, ajoutant que la Chine prendrait les mesures nécessaires pour sauvegarder résolument les droits et les intérêts légitimes des entreprises chi-

noises.

Vendredi, les États-Unis ont interdit les importations du fabricant chinois d'imprimantes Ninestar Corp (002180.SZ) et d'une entreprise chinoise de produits chimi-

FRANCE/DETTE PUBLIQUE

Décarboner pour garder le AA ?

Le maintien de la note "AA" sur la trajectoire de la dette française par S&P est vu par le gouvernement comme une récompense pour sa politique. Mais selon Patrice Geoffron, Bercy a tort d'assurer que le recours à l'endettement pour décarboner l'économie n'est pas la solution. En ce printemps, la question climatique a pris une tournure moins «théorique». Tout d'abord, la Première ministre a présenté les objectifs de planification écologique, permettant de toucher du doigt les défis : d'ici 2030, la France devra ramener ses émissions de CO2 de 420 millions de tonnes/an à 265 (avec des bouleversements à venir dans les transports, l'industrie, le logement, etc.) le tout dans le cadre de l'engagement de réduire celles de l'UE de 55%. Soit, d'ici la fin de la décennie, un effort plus important que celui accompli en 30 ans...

Par ailleurs, le coût de la décarbonisation a été posé au centre du débat : selon le désormais fameux rapport Pisan-Ferry (coécrit avec Selma Mahfouz), l'effort d'investissement annuel sera d'environ 70 milliards d'euros (plus de 2% du PIB). Logiquement, la question du financement de cet effort s'est immédiatement posée, les auteurs consi-

dérant que le surcroît de dépenses publiques flirtera avec la trentaine de milliards/an.

Les circonstances font que ce débat s'est cristallisé au moment où la notation de la France était examinée par S&P, avec un maintien de justesse du AA (contrairement à Fitch au mois d'avril). Dans ce contexte, Bruno Le Maire et Gabriel Attal se sont empressés d'affirmer que le recours à la dette pour décarboner la France ne saurait être la solution. Même si ces positions sont une posture, prenons nos argentiers au mot, et demandons-nous si ce veto est la meilleure manière d'assurer la soutenabilité à long terme de la dette.

Pour cela, il faut analyser les turbulences subies par notre économie ces dernières années : deux chocs énergétiques majeurs et une crise sanitaire massive.

Le premier des chocs est la crise des «gilets jaunes», avant toute chose résultat d'un doublement du prix du pétrole entre 2016 et 2018. Le deuxième de ces chocs est encore en cours, suite à l'agression russe en Ukraine, conduisant l'Europe à rompre les liens avec son premier fournisseur de fossiles. Ces deux chocs rappellent que

nous importons 99 % de notre pétrole, 98 % de notre gaz, et que notre addiction aux fossiles nous met régulièrement en stress extrême. Et, mécaniquement, l'État est alors contraint d'être « l'assureur en dernier ressort », alourdissant la dette de dizaines de milliards d'euros.

Concernant la crise sanitaire, de nombreux travaux issus de la recherche médicale (de l'Inserm notamment) ont établi que sa violence a été aggravée dans les métropoles dont l'air était dégradé. Les mécanismes sont assez clairs : des populations soumises à des pollutions de l'air sont fragilisées (avec plus de facteurs de comorbidité), avec directement plus de pression sur les systèmes de santé, plus d'obligations de confinement et un rehaussement du « quoi qu'il en coûte ».

De telles analyses sont particulièrement frappantes dans le cas de l'Ile-de-France par comparaison aux villes de la côte Atlantique (de même, par ailleurs, que pour la Lombardie, principale région industrielle d'Italie). Autrement dit, si la France avait été d'ores et déjà plus décarbonée, une partie des centaines de milliards d'euros mobilisées pour traverser la crise sanitaire aurait pu être épargnée.

USA

Wall Street termine en petite hausse, avant une semaine décisive

La Bourse de New York a terminé en hausse vendredi, concluant une semaine positive marquée par le franchissement d'un seuil technique important, avant un indicateur d'inflation et une réunion de la banque centrale américaine (Fed) très attendus.

Le Dow Jones s'est octroyé 0,13%, l'indice Nasdaq a pris 0,16% et l'indice S&P 500 a gagné 0,12%.

Jeudi, le S&P 500 était parvenu à clôturer en hausse de 20% par rapport à son plancher du 12 octobre.

Vendredi, l'indice le plus représentatif de la Bourse de New York a échoué, en revanche, à terminer au-dessus des 4.300 points, un nouveau seuil technique important.

"Cette semaine, il y a eu très peu d'indicateurs économiques et le marché a dû réfléchir par lui-même, pour une fois, ce qui a été positif", a commenté Quincy Krosby, de LPL Financial.

Pour Maris Ogg, de Tower Bridge Advisors, il en est ressorti que "le pire est derrière nous", selon l'analyste, c'est-à-dire la presque totalité du resserrement monétaire et la crise bancaire, même si les investisseurs s'attendent encore à une dégradation de la conjoncture.

"On a aussi mis fin à la crise de la dette, (...) qui, à mon avis, pesait davantage sur le marché que les gens ne le réalisaient", ce qui a poussé les actions dans le dos, a relevé Chris Low, de FHN Financial.

Autre fait significatif de la semaine, le mouvement n'a pas été dicté par une poignée de capitalisations technologiques géantes comme depuis le début de l'année.

En juin, l'indice S&P 500 à valorisations égales, qui accorde le même poids à chaque entreprise, a gagné 4%, alors qu'il affichait un repli de 1,4% depuis le début de l'année.

"C'est vraiment encourageant de voir un élan qui englobe une part plus importante du marché, parce qu'une des choses qui m'inquiétaient vraiment jusqu'ici, c'était à quel point le mouvement de hausse était concentré", explique Chris Low.

Autre élément probant, le fait que les actions aient résisté à une remontée nette des taux obligataires, qui a suivi le resserrement surprise de la banque centrale du Canada (BoC), mercredi.

Le prix des obligations a ainsi baissé quand celui des actions montait, une corrélation forte historiquement mais qui avait eu tendance à se disloquer ces dernières années.

Le rendement des emprunts d'Etat américains à 2 ans, plus volatil que son équivalent à 10 ans, ressortait à 4,60%, contre 4,51% la veille en clôture.

Les opérateurs attendent un statu quo monétaire de la Fed la semaine prochaine, mais anticipent une dernière hausse de taux en juillet.

POINT MARCHÉS

Rebond prudent en vue en Europe avant la Fed

Les principales Bourses européennes devraient ouvrir sur un rebond prudent lundi mais la séance pourrait être de nouveau dominée par l'attentisme, les chiffres de l'inflation américaine étant prévus mardi et les décisions de politique monétaire de la Réserve fédérale (Fed) mercredi.

Les contrats à terme sur indices suggèrent une progression de 0,39% pour le CAC 40 à Paris, de 0,38% pour le Dax à Francfort, de 0,45% pour le FTSE 100 à Londres et de 0,42% pour l'Euro-Stoxx 50.

Les marchés d'actions évoluent sous le signe de la prudence depuis la semaine dernière, avec de faibles variations, en raison de l'imminence des annonces de plusieurs grandes banques centrales. Outre la Fed qui entame mardi une réunion de politique monétaire de deux jours et publiera sa décision mercredi, celle de la Banque centrale européenne (BCE) est attendue jeudi et celle de la Banque du Japon (BoJ) vendredi.

La semaine dernière, les banques centrales d'Australie (RBA) et du Canada (BoC) ont surpris les investisseurs en optant pour un relèvement de leur taux directeur respectif alors qu'un statu quo était attendu. Dimanche, le président de la Banque nationale suisse (BNS), Thomas Jordan, a prévenu que "la lutte contre l'inflation n'était pas encore terminée", disant ne pouvoir exclure un nouveau resserrement monétaire le 22 juin.

Les stratégies de Citi estiment que la Fed pourrait être tentée d'emboîter les pas de RBA et de la BoC en reconnaissant qu'un renchérissement du coût du crédit est encore nécessaire pour lutter contre l'inflation.

Concernant la Fed, les intervenants du marché tablent sur une pause ce mois-ci avant une nouvelle hausse en juillet. La BCE, quant à elle, devrait poursuivre son resserrement avec une nouvelle hausse de ses taux de 25 points base jeudi, tandis qu'au Japon, la BoJ devrait persister dans sa politique ultra accommodante. Côté indicateurs macroéconomiques américains, après les récentes données mitigées montrant notamment une baisse des pressions inflationnistes et un ralentissement de l'activité, la statistique des prix à la consommation (CPI) pour le mois de mai, prévue mardi, est particulièrement attendue. Le consensus Reuters sur le CPI table sur une stagnation d'un mois sur l'autre et une décélération à 5,3% sur un an.

Le même jour seront publiés les chiffres définitifs de l'inflation allemande pour le mois de mai avant ceux de l'ensemble de

la zone euro vendredi.

LES VALEURS A SUIVRE EN EUROPE:

UBS a annoncé lundi avoir finalisé le rachat de Credit Suisse, créant ainsi un géant bancaire disposant notamment de 5.000 milliards de dollars d'actifs sous gestion.

A WALL STREET

La Bourse de New York, soutenue par Tesla, a fini vendredi en petite hausse, le S&P-500 et le Nasdaq atteignant en séance des sommets depuis le début de l'année. L'indice Dow Jones a gagné 0,13%, ou 43,17 points, à 33.876,78 points. Le S&P-500, plus large, a pris 4,93 points, soit 0,11%, à 4.298,86 points. Le Nasdaq Composite, à forte composante technologique, a avancé de son côté de 20,62 points (0,16%) à 13.259,14 points.

Sur la semaine, le Dow a gagné 0,34%, le S&P 0,39% et le Nasdaq 0,14%. Il s'agit de la quatrième semaine consécutive de hausse pour le S&P, ce qui ne lui était plus arrivé depuis juillet-août derniers, et de la septième pour le Nasdaq, série inédite depuis octobre-novembre 2019.

Wall Street est portée depuis plusieurs semaines par un retour des investisseurs vers les grandes capitalisations du secteur technologique, une saison de résultats trimestriels meilleure que prévu et la perspective d'une pause de la Fed dans son resserrement monétaire, malgré des indicateurs macroéconomiques mitigés faisant planer la menace d'une récession aux Etats-Unis.

Tesla a gagné 4,06% après l'annonce d'un accord avec General Motors (+1,06%), qui va à son tour adopter le système de recharge pour véhicules électriques du constructeur dirigé par Elon Musk, dont le réseau pourrait ainsi devenir la norme aux Etats-Unis. Netflix a pris 2,6% à la suite d'informations du Wall Street Journal selon lesquelles le spécialiste de la vidéo en ligne a vu ses abonnements grimper après ses restrictions sur le partage des mots de passe.

EN ASIE

A la Bourse de Tokyo, l'indice Nikkei a fini sur un gain de 0,57% à 32.448,49 points et le Topix .TOPX, plus large, a pris 0,65% à 2.238,77 points. Dans les in-

dicateurs du jour, l'inflation de gros au Japon a ralenti en mai pour le cinquième mois consécutif, à 5,1 % sur un an, en raison de la baisse des prix du carburant et des matières premières, signe que la pression sur les coûts qui a fait grimper les prix à la consommation pourrait s'atténuer.

L'indice MSCI regroupant les valeurs d'Asie et du Pacifique (hors Japon) .MIAPJ0000PUS grappille 0,07% à 521.24 points après avoir touché vendredi en séance un sommet de plus d'un mois et demi, à 521,94 points. L'indice est en hausse de 4% depuis le début du mois. En Chine, le SSE Composite de Shanghai grignote 0,04% et le CSI 300 gagne 0,42%.

CHANGES/TAUX

Le dollar est stable (+0,01%) lundi face à un panier de devises de référence .DXY mais les cambistes restent sur leur garde avant les décisions de la Fed. L'indice dollar américain a enregistré une perte de près de 0,5% la semaine dernière, sa pire baisse hebdomadaire depuis la mi-avril. L'euro s'affiche à 1,0751 dollar (+0,04%) et la livre sterling à 1,2576 dollar (+0,06%).

Sur le marché obligataire, le rendement des bons du Trésor américain à dix ans est pratiquement inchangé à 3,7569% après avoir pris 3,1 points de base vendredi. Le rendement du Bund allemand de même échéance est également stable à 2,382%.

PÉTROLE

Le marché pétrolier, qui a accusé vendredi un deuxième repli hebdomadaire consécutif, perd encore du terrain lundi. L'or noir pâti des interrogations sur la Fed, de l'inquiétude sur la demande chinoise et de la hausse des exportations de brut de la Russie vers la Chine et l'Inde. Le Brent abandonne 1,08% à 73,98 dollars le baril et le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) 1,1% à 69,40 dollars.

PARIS

En vert avant les annonces des banques centrales

La bourse de Paris commence la semaine du bon pied et gagne près de 0,9%, autour des 7275 points, notamment portée par Teleperformance (+4%) et URW (+3,5%).

Les marchés sont dans l'attente des annonces des mesures de la Fed mercredi, puis de la BCE jeudi, dans un contexte de reflux de l'inflation mais aussi de ralentissement de l'activité économique. Dans le cas de la Fed, Jerome Powell et ses collaborateurs pourraient opter pour un 'statu quo' après avoir opéré ces derniers mois le plus fort resserrement monétaire aux Etats-Unis depuis 1994.

Les données macro pointent vers un affaiblissement de la demande, une condition nécessaire pour réduire les tensions inflationnistes. On pense donc que la pause sera durable, prédit-on chez Oddo BHF.

La BCE devrait, pour sa part, relever tous ses taux directeurs face à des pressions inflationnistes qui s'allègent, mais jugées toujours aussi préoccupantes par l'autorité centrale.

Les investisseurs espèrent toutefois que l'institution basée à Francfort laissera entendre que son cycle de durcissement des taux est proche de sa fin et que seuls de petits ajustements à la marge sont désormais à attendre.

Sachant que le marché se focalise sur le tassement de l'inflation, il pourrait réagir très favorablement à des signes d'apaisement de la part de la BCE, alors qu'une approche rigoureuse devrait, elle, être ignorée, estiment les équipes de Danske Bank.

L'attention qui sera portée aux banques centrales risque en revanche de reléguer au second plan l'actualité macroéconomique, qui s'annonce pourtant très dense avec de nombreuses statistiques au menu des prochains jours.

Wall Street, en particulier, se prépare à une semaine riche en indicateurs qui pourraient renforcer la détermination de la Fed à privilégier une approche plus prudente. Les chiffres des prix à la consommation aux Etats-Unis, attendus demain, seront scrutés de près par les investisseurs. Des signes d'amélioration sur le front de l'inflation viendraient conforter sans nul doute le scénario d'une 'pause' dans l'action de la Fed et pourraient ainsi soutenir les marchés boursiers.

Dans l'actualité des sociétés tricolores, Vivendi annonce avoir obtenu l'autorisation de la Commission européenne de réaliser son projet de rapprochement avec le groupe Lagardère, autorisation qui demeure subordonnée à la réalisation des deux engagements proposés par Vivendi.

Cours de : 08 Juin 2023 Valeur : 12 Juin 2023			
BASE	DEVICES	COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD US DOLLAR	136,4825	136,4975
1	EUR EURO	146,1045	146,1752
1	GBP POUND STERLING	176,0081	171,0492
100	JPY JAPANESE YEN	97,6060	97,6237
1	CNY CHINESE YUAN	19,1302	19,1344
1	CHF SWISS FRANC	149,9313	150,0137
1	CAD CANADIAN DOLLAR	102,2417	102,2836
1	DKK DANISH KRONE	19,6129	19,6179
1	SEK SWEDISH KRONA	12,5452	12,5499
1	NOK NORWEGIAN KRONE	12,4204	12,4257
1	AED UAE DIRHAM	37,1503	37,1634
1	SAR SAUDI RIYAL	36,3905	36,3964
1	KWD KUWAITI DINAR	443,7012	443,8943
1	TND TUNISIAN DINAR	43,6175	44,0559
1	MAD MOROCCAN DIRHAM	13,4346	13,4361
1	LYD LIBYAN DINAR	28,1639	28,1679
1	MRU MAURITANIAN OUGUIYA	3,9802	3,9807
1	SDR SPEC. DRA. RIGHTS	181,5557	181,5557

DIGITAL PAINTING

Des voitures mythiques en animaux sauvages

l'heure où les fabricants automobiles planchent sur la voiture du futur et cherchent à se singulariser en sortant des sentiers battus, d'autres se sont largement affranchis des lourds cahiers des charges et laissent phosphorer leur imagination d'autant plus « facilement » aujourd'hui que les logiciels de modélisation 3D permettent de produire des images avec un « rendu photo-réaliste », terme désignant une création 3D à laquelle on donne un aspect réaliste, en s'appuyant sur des photos.

La 3D permet de voir en trois dimensions, en hauteur, en largeur et en profondeur, de représenter la réalité telle que nous la voyons. Au départ, tout commence avec une matrice de points modulables qui forment une grille, un maillage des pixels, eux aussi en 3D, des voxels définis par une dimension spatiale. La peinture, au Moyen Âge, ne connaît pas la perspective fuyante ni la représentation du volume ; la réalité est vue sur le même plan, à plat. Frédéric Müller est l'un de ces artistes numériques qui a troqué, plumes et pinceaux, contre tablette graphique et stylet optique pour faire du « Digital Image Making ». Il s'est spécialisé en CGI (Computer Generated Imagery) - Imagerie de synthèse, pour cela, il uti-

lise des logiciels capables de reconstruire les objets du monde réel à partir de données, d'algorithmes ou de modèles mathématiques. Lorsque la modélisation est terminée, le travail ne fait que commencer : il faut donner vie, créer les bonnes textures, les bons matériaux de surface pour chaque élément, inventer une ambiance, définir un éclairage afin d'obtenir un rendu photoréaliste. Pour créer un décor, l'artiste intègre une « vraie » photo provenant de ses voyages en Europe. Frédéric Müller utilise Autodesk Maya, logiciel d'image de synthèse, largement utilisé dans la production des plus grands films d'animation, HDR Lightstudio pour perfectionner l'éclairage des images 3D, Redshift qui améliore le rendu graphique. Évidemment, Adobe Photoshop est incon-

turnable pour peaufiner l'étalonnage et le contraste des couleurs. Il travaille sur des définitions très poussées, dans un format de 10.500 pixels, pour permettre de faire ressortir les détails les plus fins, comme les fourrures, la poussière ou les moustiques écrasés sur le pare-brise des véhicules. Son univers est fait de « et si c'était réel... », s'amusant à déformer la réalité tout en lui donnant une dimension très convaincante : « Je considère l'utilisation des techniques de rendu 3D comme une extension de nos possibilités créatives : exagération, surréalisme, précision extrême, détails méticuleux ou conceptions imaginaires sur mesure. »

DÈS 2024

Les drones Zipline vont livrer des pizzas à Seattle

Réduire les coûts, les délais de livraison et les émissions de carbone, c'est ce que souhaite réaliser le pizzaiolo Pagliacci Pizza à Seattle (États-Unis) en faisant livrer ses pizzas par drone. La chaîne a passé un partenariat avec le constructeur de drones de livraison Zipline pour y parvenir. Il y a un mois, Futura présentait le P2 Zip de Zipline. Ce constructeur de drones est l'un des seuls à bénéficier d'une grande expérience sur la livraison de colis. Depuis 2014, ses P1 Zip servent à fournir du sang et des fournitures médicales aux hôpitaux au Rwanda. Les colis sont livrés par parachute. Mais le P2 Zip s'attaque à la livraison de colis domestiques en milieu urbain. Et les premiers colis qui devraient prendre l'air devraient être des pizzas ! Aux États-Unis, à Seattle et Tacoma, la marque Pagliacci Pizza compte exploiter les drones Zipline dès 2024 pour gagner du temps lors des livraisons et bénéficier de pizzas encore chaudes. Il faut dire que la dépose d'une pizza pourrait mettre sept fois moins de temps qu'avec un véhicule classique. L'argument écologique est également mis en avant, puisque lors d'un transport le drone n'émet que 3 % du carbone que produirait son équivalent en véhicule de livraison. L'aéronef pourrait

ainsi parcourir un trajet de 16 kilomètres au-dessus du trafic routier en seulement une dizaine de minutes. Mais il peut faire encore mieux, car, le P2 Zip a une portée opérationnelle de près de 40 kilomètres et peut transporter jusqu'à 3,5 kilos de charge utile. Une capacité largement suffisante pour emporter deux pizzas avec salade et quelques boissons, par exemple.

Selon le média NPR KUOW, la chaîne Pagliacci a déjà mis au point une boîte à pizza dédiée de 33 cm² qui peut s'insérer dans le droïde du drone. Ce dernier se présente sous la forme d'une nacelle motorisée, qui descend sur le point de livraison grâce à un câble lorsque le drone se stabilise sur sa position en mode stationnaire. L'avantage du drone de Zipline, c'est que grâce à ce procédé, il peut être discret puisqu'il reste autour de 90 mètres d'altitude pour réaliser sa livraison. Pour le moment, le constructeur a déjà réalisé de nombreux tests, mais le principal frein sera d'obtenir l'approbation de la Federal Aviation Administration (FAA). De fait, il est probable que les livraisons se retrouvent limitées à certains secteurs de Seattle étant donné le trafic aérien au-dessus de la ville, ainsi que la présence de hauts immeubles.

AVEC WORLDCOIN ET LA BIOMÉTRIE

Le créateur de ChatGPT veut révolutionner les cryptomonnaies

Le patron d'OpenAI, qui a propulsé ChatGPT, souhaite maintenant lancer une cryptomonnaie appelée Worldcoin. Elle aura la particularité d'être sécurisée par une authentification biométrique. ChatGPT, tout le monde en parle, c'est l'intelligence artificielle qui a mis le feu aux poudres de la révolution du numérique en cours. Mais les projets de Sam Altman, un des fondateurs d'OpenAI, soutenu, entre autres, par Microsoft ne s'arrêtent pas aux seuls robots conversationnels ou aux générateurs d'images. Le patron d'OpenAI compte aussi s'attaquer à l'univers des cryptomonnaies pour apporter dans cet univers une nouvelle façon de penser.

Selon un article du Financial Times, Sam

Altman aurait rassemblé 100 millions de dollars pour mettre au point une cryptomonnaie universelle dont le gestionnaire de portefeuille s'appelle Worldcoin. La société éponyme à l'origine de ce projet n'est pas nouvelle, elle a été créée en 2019 et, jusqu'à maintenant, le projet était resté discret. Il part du constat que, dans le monde des cryptomonnaies comme le bitcoin, il reste des soucis de sécurité flagrants qui entraînent des vols réguliers de fortune en cryptomonnaies sur les plateformes d'échange.

La biométrie de l'iris comme identifiant Par rapport à ces plateformes et ces monnaies, Worldcoin aura une particularité. Son système d'identification des propriétaires d'un portefeuille se fera par biométrie, et plus particulièrement en scannant l'iris d'une personne. Une façon unique,

fiable et inviolable pour sécuriser son compte. Cet identifiant ne sera pas forcément utilisable uniquement que pour sécuriser la monnaie, il pourra l'être aussi pour toutes les autres applications et également pour prouver que l'on est un humain dans l'univers numérique. Il pourrait aussi permettre de déjouer des tentatives d'escroquerie à partir de fausses images ou de manipulations alimentées par des intelligences artificielles génératives. Ce procédé sera disponible dans une application appelée World App liée au portefeuille de monnaie. Malgré une situation actuelle peu favorable aux cryptomonnaies, la société compte quand même débiter l'enregistrement des premières transactions dans les six prochaines semaines... à condition d'avoir des yeux.

CHATGPT

Quelle est son empreinte carbone

Chaque innovation technologique entraîne dans son sillage un coût environnemental élevé. ChatGPT ne fait pas exception à la règle. Une étude a mis en lumière l'empreinte carbone de cette intelligence artificielle sur laquelle nombre d'entreprises se sont ruées. Le résultat ne laisse planer aucun doute : ça fait fumer les data centers. Les chiffres sont vertigineux, de quoi doucher l'enthousiasme général.

Un bilan carbone équivalent à celui de 136 aller-retours en avion entre Paris et New York. C'est l'empreinte carbone associée à ChatGPT3, selon des estimations de la plateforme Greenly.

Impossible (ou presque) de l'avoir raté : depuis son lancement fin 2022, le service d'intelligence artificielle ChatGPT est au centre de bien des discussions. Ce nouvel outil d'IA générative est capable de produire des contenus divers et variés pour de nombreux usages du quotidien : recherche d'informations, résumés de livres, recettes de cuisine... Certains internautes l'utilisent même pour rédiger des lettres de motivation ou des discours de témoin pour les mariages !

L'intérêt pour ChatGPT n'a fait que s'accroître en mars dernier, avec la sortie de la version GPT-4, encore plus sophistiquée et performante. Mais toute innovation a un coût écologique, comme on a pu le constater avec d'autres technologies récentes telles que les cryptomonnaies ou les NFT. Et (on s'en serait douté), ChatGPT ne fait pas figure d'exception.

En rapport Conciliation	Bêtes de scène Os de loup	Sommets Pays	Bien en chair Géné	Joli mois	Produit de la ruche Souverain déchu	Charge de baudet Ville du Loiret
Bon parleur Acte chirurgical				Arrose Grenoble Drame nippon		
					Façon d'aller Désinence verbale	
Feu de conduit Inventé			Aviné Fait la chouette			Plateaux calcaires Poulie
		Cardinal de Nice Envoyer		Inflammation		Véhicule pour touristes
Corvidé en habit	Société anonyme Pinaille		Chemins de halage Île de France		Femelle colvert Petit poème	
		Trivial Gémissements		Pronom Fils de Dédale		Grande puissance Radio d'avant
Refuges d'enfants Griffe						Astres Cerf des esquimaux
			Éclater le tronc Alcaloïde			
Pensée				Le meilleur	Festivité Drôle de type	
Gaines				Céréale de Camargue		Bruit Pronom
Marais du Péloponnèse Capone intime				Belles saisons Passeurs de drogue		À la mode Inflammations
	Esclave Froufrou			Écroulé Stupide		
Évite le timbre		Fluve de Géorgie			Bord d'eau Éclats de joie	Éprouvé
Autrement beau	Club de foot Greffe		Faire du tort Fluve côtier			Le soleil s'y lève Mini stère
		Ventilai Cap espagnol			Mis en condition Erbium	Lésée
Minette Cheminée sicilienne			Yeux			
			Braquer			Obtint
Collège anglais			Possessif			Élimée

EN MOINS DE 10 ANS,

l'usine de Sandouville a produit plus d'un million de Renault Trafic

Renault a délocalisé la production de son modèle Trafic III à Sandouville, en France, en 2010. Ce fut un retour aux sources après la production du Trafic I à Creil en France et du Trafic II en Espagne (Barcelone) et au Royaume-Uni (Luton). L'usine de Sandouville, qui a été le centre de production de la majorité des véhicules haut de gamme de Renault pendant 50 ans à partir de 1964, a débuté la fabrication de ce modèle utilitaire en 2014. Le 23 mai 2023, le millionième Renault Trafic a été livré à un client néerlandais.

La production du Renault Trafic est concentrée exclusivement à l'usine de Sandouville. Le véhicule, vendu à 2,4 millions d'exemplaires dans plus de 50 pays depuis 1980, est l'un des trois vans légers (segment Medium Van) les plus vendus en Europe. Sa modularité, sa grande capacité de chargement et la diversité de versions disponibles, en version thermique et 100% électrique, font du Renault Trafic un outil idéal pour les professionnels. HEKSTRA, une entreprise familiale spécialisée dans les toits en chaume et dans la construction d'habitations responsables et originales, est le client du millionième Renault Trafic. Fondée en 1929, l'entreprise,

dirigée par Romke HEKSTRA, utilise quotidiennement des Renault Trafic pour se rendre sur ses chantiers à travers les Pays-Bas. Pour continuer à répondre à la forte demande du Renault Trafic, l'usine de Sandouville a annoncé le recrutement de 360 personnes sur la période 2022-2023, avec l'objectif de recruter 30% de femmes en 2023. Ces recrutements s'inscrivent dans le cadre de l'accord "Re-Nouveau France 2025", visant à renforcer la présence du Groupe en France. La décision de produire le Renault Trafic à Sandouville a nécessité un investissement de 230 millions d'euros pour adapter l'usine à la production d'un véhicule utili-

taire et ses 600 combinaisons possibles. Actuellement, près de 600 Renault Trafic sortent chaque jour de l'usine, soit un Trafic toutes les 80 secondes en deux équipes. Près de 75% de la production est exportée hors de France. L'usine de Sandouville, qui compte 1 677 collaborateurs, s'apprête à lancer le Trafic E-Tech 100% électrique. En plus de produire pour Nissan (Primastar) et Renault Trucks (Trafic Red Edition), l'usine est déjà confrontée à de nombreux défis liés à la transition énergétique et la décarbonation, la digitalisation des processus et l'innovation.

POUR TRANSFORMER L'IDENTITÉ VISUELLE DE SES MODÈLES

La prouesse industrielle de Dacia

Dacia a réalisé une prouesse industrielle en intégrant sa nouvelle identité visuelle sur tous ses modèles en l'espace de 24 heures. Cette transformation a été effectuée simultanément dans ses trois usines situées à Pitesti, Tanger et Casablanca, touchant ainsi 3 100 véhicules chaque jour. Cette réalisation exceptionnelle témoigne de l'agilité de Dacia et de son engagement à maintenir une qualité de production optimale. Pour y parvenir, la marque a mis en place une préparation intensive et une coordination des différentes équipes pendant plus d'un an. Nous vous invitons à découvrir cette transformation spectaculaire aux côtés de Christophe Dridi, directeur industriel de Dacia. Concevoir un véhicule nécessite un processus de production à la fois complet et complexe. Pourtant, Dacia a réussi à appliquer sa nouvelle identité de marque sur tous ses modèles simultanément. Cet exploit industriel a été accompli en un temps record, simultanément dans trois usines distinctes : Pitesti en Roumanie, Casablanca et Tanger au Maroc.

Ce changement radical de l'image de la marque a permis de mettre en avant ses nouveaux engagements pour l'avenir, tout en restant fidèle à ses valeurs fondamentales. Cette stratégie de nouvelle identité de marque marque le début du programme Renaultion de Dacia. Des défis de taille ont été relevés, allant de la logistique des pièces, à la formation des employés, jusqu'à la distribution commerciale.

Découvrons comment Dacia a réussi à faire en sorte que, un lundi matin, les véhicules quittent les chaînes de montage avec le nouvel emblème Dacia Link sur leur calandre, alors que 24 heures auparavant, les versions précédentes étaient encore en production. Immergeons-nous dans les coulisses de cet exploit, où l'impossible

devient possible dans les usines Dacia.

Ensuite, plongeons dans les détails de cette prouesse : le défi industriel, le défi logistique, le défi de la formation et le défi commercial. Découvrez comment chaque secteur a contribué à la réussite de ce projet ambitieux, et comment cela s'inscrit dans le cadre du plan de développement global de Dacia.

En somme, cette transformation représente un nouveau départ pour la marque, en la rendant encore plus attrayante, et témoigne de la capacité de Dacia à repousser constamment les limites.

"Le défi industriel a été relevé par les usines Dacia de Pitesti, Tanger et Casablanca. Chaque jour, plus de 3 100 véhicules sont impactés par ce changement d'identité visuelle. Le matin du 24 octobre 2022 a marqué le point de basculement, lorsque les nouvelles pièces ont commencé à être montées sur chaque véhicule. Ce changement a été rendu possible grâce à un processus logistique minutieusement préparé, qui garantit une transition sans faille en termes de qualité.

Le défi logistique a été géré avec une précision exceptionnelle. L'équipe a dû gérer l'introduction de près de 190 nouvelles pièces de 57 fournisseurs différents, malgré une pénurie de composants et de matières premières. Leur dévouement et leur engagement ont été essentiels pour garantir que les pièces étaient conformes aux normes de qualité et livrées à temps.

La formation a été un autre aspect crucial de cette transformation. Près de 20 000 employés dans les trois usines Dacia ont participé à cette transformation majeure, et leur dévouement a permis de maintenir un haut niveau de qualité tout en gérant un plan de production conséquent.

POUR VÉHICULES DIESEL LÉGERS ET UTILITAIRES LÉGERS

Eurorepar étoffe sa gamme de FAP

Depuis 2011, le filtre à particules (FAP) est devenu obligatoire sur les voitures diesel afin de respecter les normes d'émission de CO₂ de l'Union Européenne. Il est installé sur la ligne d'échappement et permet de limiter l'émission de particules polluantes. Face à l'augmentation de l'âge du parc automobile et à des contrôles techniques plus stricts concernant l'opacité des fumées émises par les véhicules en circulation, Euro-

repar développe sa gamme de FAP pour les véhicules diesel légers et utilitaires légers.

Les conditions de conduite actuelles, notamment en milieu urbain, accélèrent l'encrassement des filtres à particules. Ces derniers peuvent alors se fissurer et perdre leur capacité de filtration, nécessitant un remplacement précoce.

Pour répondre aux diverses demandes de réparation, la gamme de FAP Euro-

repar comprend les deux technologies de fabrication : silicium et cordiérite. Chacune de ces technologies répond à des contraintes spécifiques telles que l'âge du véhicule, son utilisation principalement en ville ou sur autoroute, etc. La gamme de filtres à particules d'Eurorepar comprend 51 références, dont 13 sont spécifiquement conçues pour les véhicules des marques du Groupe Stellantis (Citroën, DS Automobiles, Opel, Peugeot, Alfa Romeo, Chrysler,

Fiat, etc.) et 38 pour les autres marques présentes sur le marché.

Conforme aux directives de l'Union européenne en vigueur, la gamme de FAP Eurorepar est soumise à de nombreux tests pour respecter les niveaux de performance et de qualité exigés par les ingénieurs et techniciens du Groupe Stellantis. Accessible à tous les garagistes, elle répond également aux exigences de la marque en termes de rapport qualité/prix/performance.

Des Fiat pour ALD Automotive Algérie

ALD Automotive Algérie, spécialiste dans la location de voiture de longue durée (LLD), filiale de la Société Générale Algérie, présente en Algérie depuis plus de deux décennies, annonce le renforcement de gamme de véhicules avec l'acquisition de nouvelles Fiat. N'ayant pas pu renouveler son parc automobile depuis des années, soit depuis l'arrêt des usines automobile et la suspension des importations, ALD, pour palier à la crise du marché de l'automobile algérien, avait lancé une nouvelle formule, celle de donner une seconde vie aux véhicules déjà existants.

Avec la réouverture du marché depuis mars dernier, avec le lancement de la marque Fiat, ALD Automotive Algérie commence ainsi à renouveler son parc en attendant l'arrivée d'autres concessionnaires.

Acteur majeur et incontournable dans la Location Longue durée (LLD) et les services de mobilité, ALD Automotive Algérie a réussi le défi de maintenir sa flotte automobile, en proposant des solutions innovantes et en répondant aux besoins de ses clients professionnels.

UE : La Pologne va contester en justice la fin des véhicules thermiques en 2035

La Pologne fera appel de la réglementation de l'Union européenne (UE) visant à mettre fin à la vente de voitures thermiques à partir de 2035 auprès de la plus haute juridiction de l'UE dans les prochains jours, a déclaré lundi la ministre polonaise du Climat, Anna Moskwa.

Le paquet européen "Fit for 55", approuvé en début d'année, prévoit le lancement d'un nouveau marché du carbone destiné à limiter les émissions de la construction et des transports, en réduisant à zéro les émissions de carbone des voitures des particuliers et des camionnettes à partir de 2035.

La Pologne a été le seul pays à s'opposer systématiquement à la proposition et a voté contre la réglementation, estimant qu'elle ne comportait pas d'analyse suffisante des conséquences commerciales et sociales de l'interdiction de commercialisation des véhicules thermiques.

"Les Enjeux Éco, Un an de succès au service de l'information économique en Algérie"

Chers lecteurs,

Aujourd'hui marque un événement particulier pour nous : le premier anniversaire de notre journal national de l'économie, "Les Enjeux Éco". C'est avec une grande fierté que nous célébrons cette étape importante de notre parcours, en nous rappelant les défis que nous avons surmontés depuis notre tout premier numéro paru le 13 juin 2022.

Lorsque nous avons lancé "Les Enjeux Éco", notre objectif était clair : fournir une source d'information fiable et pertinente sur les développements économiques en Algérie. Nous voulions combler un vide dans le paysage médiatique en offrant des analyses approfondies, des interviews et des reportages de qualité sur les enjeux économiques qui façonnent notre nation.

Le début n'a pas été facile. Comme beaucoup, nous avons dû faire face à des difficultés inhérentes à tout nouveau projet. Cependant, grâce à la passion, au dévouement et à la ténacité de notre équipe, nous avons pu surmonter ces obstacles et nous établir comme une voix crédible dans le domaine de l'information économique. L'une des raisons majeures de notre succès réside dans notre présence active lors des salons et expositions économiques à travers le pays. Cela nous a permis de rencontrer directement notre public, et pour offrir une couverture exhaustive des enjeux économiques qui animent notre pays. Nous avons été témoins de l'enthousiasme des visiteurs et de leur intérêt croissant pour notre journal.

Au cours de cette première année, nous avons également investi dans notre présence numérique. "Les Enjeux Éco" est disponible non seulement dans sa version papier, mais également sur les réseaux sociaux et sur le web. Cette expansion numérique nous permet d'atteindre un public plus large, de rester connectés en temps réel avec nos lecteurs et de fournir une couverture en temps opportun des dernières actualités économiques.

Nous tenons à exprimer notre gratitude envers nos lecteurs, nos annonceurs et nos partenaires qui nous ont soutenus tout au long de cette première année. Votre confiance et votre soutien sont les moteurs qui nous poussent à continuer de fournir un journalisme économique de qualité.

En cette occasion spéciale, je tiens également à remercier notre équipe talentueuse "journalistes, Technique, Collaborateurs...", qui travaille pour produire un journal de qualité, leurs efforts et leur expertise sont le fondement de notre succès. Alors que nous entamons notre deuxième année d'existence, nous restons déterminés à fournir une couverture complète et équilibrée des enjeux économiques de l'Algérie. Nous continuerons à nous adapter aux nouvelles tendances, à explorer de nouveaux sujets et à donner la parole à ceux qui façonnent l'économie de notre pays.

En conclusion, nous sommes fiers de célébrer le premier anniversaire de "Les Enjeux Éco". Cette étape est le résultat de notre persévérance face aux difficultés et de notre engagement envers l'excellence journalistique.

Nous sommes impatients de continuer ce voyage avec vous et de vous offrir une couverture approfondie et pertinente des enjeux économiques. Nous attendons avec impatience une nouvelle année de succès, de croissance et d'impact positif. Merci encore pour votre soutien continu, une année encore plus passionnante avec "Les Enjeux Éco".

Bien cordialement,

Le directeur

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco



Mardi 13 Juin 2023 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

PÉTROLE

Le Brent en baisse à 73,08 dollars

Les prix du pétrole flanchaient lundi à l'approche de la décision de politique monétaire de la Fed, les investisseurs craignant qu'une éventuelle hausse de taux d'intérêt pèse sur l'activité économique et donc la demande de brut. Vers 09H25 GMT (11H25 à Paris), le baril de la mer du Nord, pour livraison en août, glissait de 2,29% à 73,08 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Inter-

mediate pour livraison en juillet, abandonnait 2,57% à 68,37 dollars. «Les investisseurs se (préparent) à la décision de politique monétaire de la Réserve fédérale ce mercredi», commente Ricardo Evangelista, analyste chez ActivTrades. La Réserve fédérale américaine (Fed) se réunit mardi et mercredi pour décider d'une éventuelle nouvelle hausse de taux d'intérêt. «Les analystes s'accordent à dire que la banque centrale maintiendra ses taux» pour la première fois depuis mars

2022, explique M. Evangelista, «mais les observateurs se concentreront sur le ton employé lors de l'annonce». «Si la Fed laisse entrevoir de nouvelles hausses de taux plus tard dans l'année, comme beaucoup le prévoient, le prix du baril pourrait encore baisser», poursuit-il. Une hausse des taux de la Fed pour juguler l'inflation signifie habituellement un soutien au dollar.

ITALIE

Décès de l'ex chef du gouvernement Silvio Berlusconi

L'ancien Premier ministre italien Silvio Berlusconi est mort. Il est décédé lundi à l'âge de 86 ans, a annoncé un porte-parole à l'agence de presse allemande. Auparavant, les médias italiens avaient annoncé le décès de Berlusconi dans un hôpital milanais. Le milliardaire avait déterminé la politique italienne comme aucun autre au cours des dernières décennies, tout en polarisant à l'extrême. Né le 29 septembre 1936, Berlusconi a d'abord été



homme d'affaires et a dirigé quatre gouvernements italiens en tant que Premier ministre depuis 1994. Il a

contribué à déterminer le destin du pays pendant plus de deux décennies et a été controversé toute sa vie, tout

en étant admiré par beaucoup. Pour l'ancien chef du gouvernement Mario Monti, Berlusconi était le "père de tous les populistes", il s'est lui-même appelé un jour le "Jésus-Christ de la politique". Des accusations de conflits d'intérêts entre sa fonction et l'empire médiatique Mediaset (aujourd'hui Media For Europe) qu'il contrôle ont été lancées à plusieurs reprises. Il a également dû faire face à de nombreuses procédures judiciaires.

TAMANRASSET

Un terroriste activant au sein des groupes terroristes au Sahel neutralisé

Un terroriste qui activait au sein des groupes terroristes dans la région du Sahel, a été neutralisé dimanche, par les services de sécurité de l'Armée nationale populaire à Tamanrasset, indique ce lundi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). « Dans le cadre de la lutte antiterroriste, les services de sécurité de l'Armée nationale populaire relevant du Secteur militaire de Tamanrasset, en 6ème Région militaire, ont neutralisé, dimanche 11 juin 2023, un (01) terroriste. Il s'agit

de l'occurrence du terroriste 'Rikane Ahmed' dit 'Abou Khadidja' qui activait au sein des groupes terroristes dans la région du Sahel », précise la même source. « Cette opération réitère la détermination de l'Armée nationale populaire à lutter contre le terrorisme et contre toute forme de criminalité et dénote des efforts consentis, sur le terrain, par nos Forces armées afin d'asseoir un climat de paix et de quiétude à travers l'ensemble du territoire national », ajoute le communiqué.

ZONE EURO

La BCE devrait à nouveau relever ses taux d'intérêt jeudi

La Banque centrale européenne (BCE) devrait à nouveau relever ses taux d'intérêt jeudi tout en signalant qu'elle n'entend pas en rester là, même si l'inflation recule et que la zone euro est entrée en récession. La hausse des prix en zone euro est retombée à 6,1% en mai, loin désormais du record à 10,6% atteint en octobre. Mais pour interrompre le cycle de hausse des taux, le plus radical de son histoire, entamé il y a onze mois, la BCE attend «des signes probants» montrant que l'inflation «revient au plus tôt et du-

ramblement» à l'objectif de 2%, a déclaré Isabel Schnabel, membre du directoire de la BCE, dans une interview publiée le 7 juin par le quotidien belge l'Echo. «Nous n'en sommes pas encore là», a-t-elle ajouté. La Fed américaine se réunit mercredi et il est attendu qu'elle marque une pause dans son resserrement monétaire. La BCE, partie plus tard au combat, ne va pas lui emboîter le pas le lendemain, alors que sa présidente Christine Lagarde souligne à l'envi qu'il y a encore «du chemin à parcourir» dans le cycle de relèvement.

L'institution gardienne de l'euro a relevé ses taux directeurs de 3,75 points de pourcentage depuis juillet de l'année dernière, pour contrer la flambée des prix à la consommation. Elle devrait faire un pas supplémentaire de 0,25 point de pourcentage jeudi, comme en mai, ce qui porterait le taux de dépôt, qui fait référence, à 3,5%. Le renchérissement du crédit en cours fait suite à une décennie d'argent bon marché et répond à l'envolée des prix dans le sillage de l'offensive russe en Ukraine.

RÉNOVATIONS ÉNERGÉTIQUES

La France débloque une enveloppe supplémentaire de 300 millions d'euros

Le gouvernement français a décidé de débloquer une enveloppe supplémentaire de 300 millions d'euros pour mieux accompagner les ménages dans leurs rénovations énergétiques, à compter de 2024, a indiqué le ministère de la Transition énergétique. La prestation d'accompagnement des ménages les plus modestes (« MonAccompagnateurRénov' ») sera entièrement prise en charge, l'aide pour cette prestation d'accompagnement passant de 1.200 euros actuellement à 2.000 euros, a précisé le même source. L'objectif du gouvernement est de 200.000 rénovations d'ampleur en 2024, contre environ 90.000 actuellement, alors que le secteur du logement représente 48 millions de tonnes d'équivalent CO2, soit 64% des émissions

du bâtiment et 11% des émissions totales de la France. Cette nouvelle enveloppe, destinée entre autres à accélérer le remplacement des chaudières fossiles -fioul et gaz- et à mieux isoler les bâtiments, doit être annoncée lundi par les ministres concernés par le projet, à l'occasion d'une réunion des acteurs du bâtiment sur la décarbonation. D'après des statistiques du Centre d'études et de recherches économiques sur l'énergie (Ceren), 11,2 millions de résidences principales recouraient au gaz naturel et gaz de pétrole liquéfié pour se chauffer en France en 2021 (collectif ou individuel), et quelque 2,7 millions de résidences principales étaient chauffées au fioul domestique.